



Les forces palestiniennes, assiégées dans Beyrouth-Ouest, lancent une roquette sur les positions israéliennes du secteur de Baabda, hier. Un nouveau cessez-le-feu est venu faire taire les canons après 18 heures de violents bombardements. (Photolaser AP)

## Après 18 heures d'enfer Un nouveau cessez-le-feu à Beyrouth

BEYROUTH (d'après AP, AFP et Reuter) — De violents duels d'artillerie opposant les forces israéliennes aux Palestiniens retranchés dans Beyrouth-Ouest se sont poursuivis hier soir, mais les canons se sont tus à la tombée de la nuit à la suite d'un nouveau cessez-le-feu négocié par les États-Unis.

Après 18 heures de violents bombardements, le calme est revenu à Beyrouth, a annoncé la radio israélienne qui a ajouté que les obus tombaient à Beyrouth-Ouest à une cadence de 30 à la minute.

Selon des sources gouvernementales citées par la radio militaire israélienne «le sentiment d'être parvenu dans une impasse sur le plan diplomatique s'impose à Jérusalem. Le gouvernement ne permettra pas l'installation d'une guerre d'usure aux abords de Beyrouth» ont affirmé ces sources.

«Il ne reste plus une zone de Beyrouth-Ouest qui n'ait pas été touchée par l'artillerie israélienne» a indiqué la radio militaire israélienne. Ces tirs étaient les plus violents qu'ait jamais connus la capitale libanaise depuis le début de la guerre, a souligné la radio.

Cette fois-ci, les artilleurs israéliens n'ont pas hésité à tirer sur le quartier des ambassades à partir duquel tiraient des batteries palestiniennes.

La poursuite des combats, qui semblent avoir fait de nombreuses victimes à la fois dans Beyrouth-Ouest et dans les secteurs contrôlés par les Israéliens, paraît avoir paralysé les efforts en vue d'un règlement négocié.

M. Chafic Wazzan, premier ministre libanais et principal lien entre les négociateurs américains et palestiniens, a conclu.

**Voir page 12: Beyrouth**



### Peut-être, si...

La Ligue américaine n'a pas battu la Ligue nationale depuis 1971 mais l'agressivité du gérant Billy Martin permettra peut-être aux étoiles du circuit de mettre fin à une série de 10 défaites d'affilée. **Page 8**



### Nouvelle défaite

Les Giants de San Francisco ont frappé cinq circuits en solo et ils l'ont emporté 8-7 en 10 manches contre les Expos, hier. L'équipe de Jim Fanning termine la première moitié sur une mauvaise note, n'ayant remporté que cinq victoires en 20 matchs. **Page 8**

## Pressions à la baisse des prix

# L'Iran et l'Arabie saoudite provoquent l'échec de la conférence de l'OPEP

VIENNE (d'après AFP et Reuter) — Tournant historique pour l'OPEP, l'échec de la conférence extraordinaire, samedi à Vienne, a été provoqué par l'affrontement entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour le contrôle de l'Organisation, et pourrait entraîner une baisse des prix du pétrole à court terme, estiment les observateurs.

Au terme de deux longues journées de discussion, les ministres des 13 pays membres n'ont pu se mettre d'accord ni sur la répartition du marché, ni sur les «différentiels» accordés en fonction des qualités de brut.

Ils n'ont même pas pu s'accorder sur la

reconduction du plafond de production de 17,5 mbj qu'ils s'étaient fixé en mars dernier, contrairement à ce qu'avait annoncé hâtivement le secrétaire général de l'OPEP, M. Marc Ngüema.

La réunion, hier matin, d'un groupe de «médiateurs», composé des ministres du Comité de surveillance du marché (Algérie, Indonésie, Emirats arabes unis et Venezuela) et du Koweït, ne devrait guère permettre que d'analyser les causes et les conséquences de l'échec, estiment les observateurs.

Le plafonnement de la production avait permis en mars dernier à l'OPEP d'enrayer l'effondrement des cours du brut

sur le marché libre.

La politique du «chacun pour soi», qui va désormais remplacer le contrôle de la production, mettra à rude épreuve le prix de référence, de \$34 (pour la catégorie Arabe léger). Même s'il reste théoriquement en vigueur, primes et rabais pourraient se multiplier d'autant que la demande reste faible; les stocks élevés et les perspectives de reprise économique en Occident aléatoires.

En outre, l'effet psychologique qui avait joué en mars au profit de l'OPEP va maintenant jouer en sens inverse et accentuer les pressions à la baisse des prix.

Les cours du brut pourraient cependant

ne pas s'effondrer brutalement, estiment les experts pétroliers à Vienne, car des prix trop bas mettraient «hors jeu» les bruts tels que ceux de la mer du Nord dont les coûts de production sont élevés.

Les pays consommateurs sont, d'autre part, conscients qu'une baisse trop forte des prix du pétrole remettrait en cause le programme d'économie d'énergie et le développement des énergies de substitution (comme le nucléaire ou le charbon).

«L'OPEP ne restera puissante et unie que si sa politique vise la défense des intérêts de tous ses membres et non ceux de l'Arabie saoudite seulement», avait déclaré, samedi, M. Hossein Mousavi,

premier ministre iranien, cité par Radio-Téhéran.

L'Iran et les producteurs africains (Libye, Algérie, Gabon, Nigeria) ont réclamé — en vain — une réduction de l'énorme production saoudienne (sept millions de barils par jour, a-t-on appris de source proche de la conférence ministérielle).

Un compromis visant à allouer à l'Iran un quota de 2,5 millions de barils par jour (au lieu de 1,2 million b/j fixé en mars) n'a pu aboutir.

Les Saoudiens ont demandé — sans succès — aux producteurs africains

**Voir page 12: L'OPEP**

## Un vote de confiance à Trudeau en Ontario

KINGSTON, Ontario (d'après PC et CP) — Le président des libéraux fédéraux de l'Ontario a reconnu, hier, que le vote des députés au congrès d'orientation de l'Ontario «aurait fort bien pu» être différent, si le premier ministre, M. Pierre Trudeau, n'avait pas déjà annoncé son intention de démissionner avant la tenue des prochaines élections générales.

M. Ross Milne commentait le rejet, samedi, d'une résolution exigeant la remise en question du leadership du Parti libéral du Canada tous les deux ans, au lieu de quatre comme c'est actuellement le cas.

La résolution visait évidemment M. Trudeau, qui a reçu ainsi un vote de confiance en n'ayant pas à subir une révision de son leadership.

Les libéraux, a expliqué M. Milne en conférence de presse, tiennent à éviter les querelles intestines qui assaillent depuis longtemps les conservateurs.

En présentant la résolution sur le leadership, M. Al Barnhill, vice-président de l'association de la circonscription de Nepean-Carleton, a signalé que la popularité du parti s'est détériorée sous la direction de M. Trudeau, avec le résultat que les libéraux ne détiennent que deux des 334 sièges fédéraux et provinciaux de l'Ouest. De plus, a-t-il ajouté, les libéraux font maintenant face à une contestation possible du Parti québécois, au Québec.

La majorité des députés, cependant, ont déclaré qu'ils avaient été fiers de servir sous M. Trudeau en de meilleurs temps et qu'il n'était pas question de l'abandonner maintenant.

«Nous ne sommes pas le genre à poignarder quelqu'un dans le dos», a lancé Mme Joanne Cardinal, députée de Stormont-Dundas, aux applaudissements des congressistes.

M. Trudeau lui-même avait senti l'appui des libéraux de l'Ontario puisque, samedi, il les avait remerciés pour leur «étonnante» loyauté.

Les congressistes ont, par ailleurs, rejeté une autre résolution qui avait pour but de légaliser l'activité sexuelle de groupe.

«Les conservateurs vont nous couper en morceaux si nous adoptons cette résolution», a soutenu un député. Un autre a affirmé que le sexe de groupe avait contribué à la chute de l'Empire romain.

Le mois dernier, le ministre canadien de la Justice, M. Jean Chrétien, a renoncé à retirer du Code pénal le crime de sexe de groupe, par crainte de l'opinion publique.

M. Peter Donolo, président des jeunes libéraux, a expliqué que la résolution avait pour but de faire sortir le gouvernement des chambres de la nation.

Mme Lorna Marsden, elle, a demandé aux députés de songer «au droit des

**Voir page 12: Trudeau**



Paolo Rossi (à gauche) a été élu, hier soir, meilleur joueur de la finale de la Coupe du monde 1982 par les journalistes présents au match qui a donné la victoire à l'équipe italienne, au stade madrilène Santiago-Bernabeu. Ce titre lui a valu le trophée de «Ballon d'or», d'une valeur de \$4.000. (Photolaser AP)



Cette scène croquée boulevard Monk, dans le quartier de Ville-Émard, s'est répétée hier dans tous les secteurs où vivent les Italo-Québécois, qui fêtaient la victoire de leur équipe nationale sur celle de l'Allemagne de l'Ouest, en finale du Mondial. (Photo Réjean Meloche)

## De Rome à Montréal

# Les Italiens fêtent la victoire de la Squadra

(D'après AFP, Reuter et PC) — Pendant que l'équipe italienne de football, championne du monde après sa victoire sur la République fédérale d'Allemagne, se préparait à rentrer à Rome, ce matin, dans l'avion du président de la République italienne, M. Sandro Pertini, les Romains envahissaient hier soir les rues de leur ville.

D'ailleurs, toutes les rues du centre des grandes villes italiennes, de Trieste à Palerme en passant par Milan, Turin, Rome et Naples, étaient bloquées par des cortèges de voitures: l'Italie fêtait la victoire en Coupe du monde de football.

L'Italie danse et chante. L'Italie ne connaît aucune retenue. C'est la fête

du «Calcio» et des joueurs de la «Squadra Azzurra» dont tout Italien est fier. Par millions, les habitants sont descendus dans la rue.

À Turin, fief de la Juventus — le club qui fournit le plus de joueurs à l'équipe nationale — de nombreux «tifosi» n'ont pas attendu la fin de la rencontre Italie-RFA pour manifester leur joie sur la Place du château, tant ils connaissent parfaitement leurs joueurs et savent que, lorsqu'ils mélangent avec une avance de deux buts, les «Azzurri» ne peuvent plus être rejoints.

Dans l'après-midi d'hier, au Stadio comunale, le ton avait été donné par les Rolling Stones pour leur premier

concert dans la péninsule. Le leader du groupe britannique, Mick Jagger, avait même déclaré: «L'Italie gagnera 2/1, ou plutôt 3/1». Après la rencontre, Mick Jagger a été félicité par le maire de Turin, M. Diego Novelli, et pour sa perspicacité. Au deuxième concert des Stones, ce soir, trois des nouveaux champions du monde devraient être présents.

À Rome, partout le spectacle était le même: des milliers de personnes agitant le drapeau vert-blanc-rouge, hurlant leur joie. Sur la Place du peuple (où on dénombrait plus de 300.000 personnes), un «tifoso», le visage peint aux couleurs italiennes, juché sur une statue, est tombé. Il a

été secouru et emmené à l'hôpital par son compagnon qui arborait un superbe couvre-chef napoléonien.

À Venise, l'éléphant d'un cirque a également été peint en tricolore et promené dans les rues. On a vu, ça et là, des faire-parts de deuil portant l'inscription «Germania» (Allemagne). Les premiers blessés ont été enregistrés à Gênes, où deux camions chargés de «tifosi» se sont renversés.

Sur toute la côte, comme dans les fontaines des villes, les Italiens ont pris leur bain de minuit tout habillés.

À Tropea, en Calabre, où les jeunes filles ont été autorisées récemment à se promener nues «à condition d'être belles» — comme l'a mentionné un ar-

rêté municipal — plusieurs centaines de femmes ont dansé la samba, les seins nus. À Naples, comme dans les autres grands ports, tous les bateaux ont fait hurler leurs sirènes. À Rimini, célèbre centre balnéaire de la côte Adriatique, un jeune homme a tenu sa parole en se plantant un clou à travers du pied. Si l'Italie avait perdu, il se serait jeté du balcon de son appartement au deuxième étage.

D'autre part, en RFA, la plus profonde consternation régnait hier soir après la défaite de la sélection nationale contre l'Italie.

Près de 80% des Allemands croyaient pourtant à la victoire de leur

**Voir page 12: Italiens**

■ **Le réalisme italien vainc la légende / Page 9**

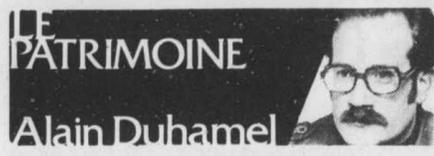
■ **La Pologne devance la France / Page 9**

# Les écluses de Sainte-Anne-de-Bellevue

L'île de Montréal se trouve au confluent de deux grandes voies d'eau qui, au XIXe siècle, faisaient l'objet d'une vive concurrence entre transporteurs maritimes pour l'établissement de la principale route commerciale vers le cœur du continent.

La route la plus directe et la plus rapide passait par le fleuve Saint-Laurent. Dans la première moitié du XIXe siècle, ce parcours vers les Grands Lacs comportait risques et périls puisque, à partir de la région de Cornwall, il longe la frontière des États-Unis avec lesquels subsistait alors la menace d'une guerre.

Aussi, les autorités militaires avaient-elles songé à un autre parcours, par l'intérieur des terres pour rejoindre Kingston et le Lac Ontario en toute sécurité. Par la rivière des Outaouais et le canal Rideau, on pouvait assurer l'approvisionnement et le transport des troupes vers le Haut-Canada à l'abri des incursions américaines. Des parcs n'avaient jamais pu faire ses preuves à des fins militaires, mais il a servi au transport des marchandises. Jusqu'à ce que les travaux de canalisation du Saint-Laurent soient



**LE PATRIMOINE**  
**Alain Duhamel**

achevée, vers le milieu du XIXe siècle, la route Outaouais-Rideau conservait, malgré sa longueur et sa lenteur, un bon acheminement. Elle constituait même le versant d'un commerce triangulaire partant de Montréal en direction du lac Ontario, passant par les rivières Outaouais et Rideau et revenant vers Montréal par le Saint-Laurent. L'entrée dans cette voie maritime, partant de Montréal, se trouve à l'extrémité ouest de l'île de Sainte-Anne-de-Bellevue qui permet de passer du lac Saint-Louis au lac des Deux Montagnes. Vers 1816, il existait une écluse entre l'île Perrot et la terre ferme pour faciliter l'accès au réseau de l'Outaouais. Elle appartenait à une société privée, la Compagnie d'expédition à vapeur de Saint-André. Vers 1832, la Com-

pagnie d'expédition à vapeur de l'Outaouais succédant à la première, en construisit une nouvelle, en bois à la même échelle que les écluses de Grenville. À cette date, le colonel By, du corps royal des ingénieurs militaires, terminait la construction du canal Rideau entre Bytown (Ottawa) et Kingston, et ouvrait donc une nouvelle voie maritime vers les Grands Lacs. On espérait, grâce au revenu des péages, couvrir au moins les frais d'exploitation et d'entretien de cette voie maritime, entièrement aménagée par des militaires, sauf pour l'écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue.

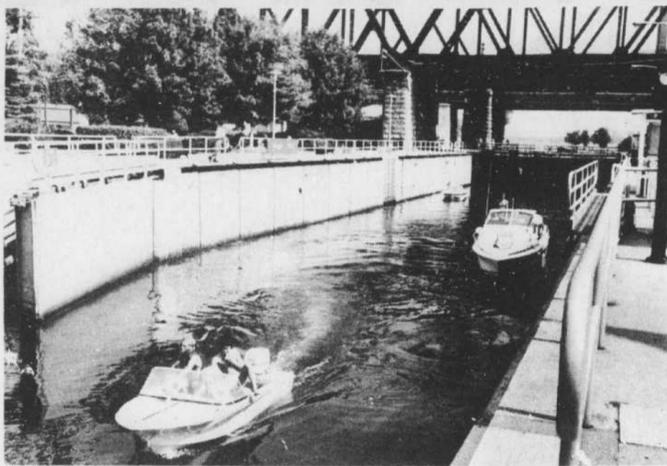
Les transporteurs du Saint-Laurent craignaient que cette nouvelle voie n'attire vers elle l'essentiel du commerce et du transport et bien avant l'ouverture du canal Rideau, ils

avaient réduit les tarifs de manière à conserver leur clientèle.

À l'écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue, les compagnies privées exerçaient un véritable monopole et refusaient même le passage à certains transporteurs à tel point que les marchands du Haut et du Bas-Canada réclamaient, par des pétitions la construction d'une nouvelle écluse à Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, nom que portait l'endroit avant 1878, au moment de la fondation de la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue.

En 1831, des plans se préparaient pour la construction d'une écluse mais l'évaluation des coûts de construction pose de telles difficultés que les autorités, déjà éprouvées par les dépassements de coûts au canal Rideau, ne se décident pas avant 1840. La construction est terminée en 1843. Il s'agit d'une écluse en pierre qui permet une ascension d'environ un mètre.

Une Commission des canaux, instituée en 1870, a recommandé de construire une nouvelle écluse, plus longue et plus profonde que la première. Cette écluse, que l'on peut apercevoir aujourd'hui, a



L'écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue.

(Photo Jacques Grenier)

été ouverte à la circulation maritime en 1882. Elle est parallèle à la première écluse, remblayée en 1964.

Depuis plusieurs années, l'écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue, comme du reste tout la voie maritime de l'Outaouais et de la Rideau, sert essentiellement à la navigation de plaisance. Aux fins du commerce, la voie maritime de l'Outaouais a connu sa plus belle période entre 1849 et 1919 alors qu'elle servait au transport du bois par bateau.

La canalisation de l'Outaouais avait en effet mis fin à l'ère des «Raftsmen» qui descendaient la rivière jusqu'à Montréal sur des radeaux ou cages à bois en sautant les rapides. On peut encore observer,

durant l'été, le fonctionnement de l'écluse de Sainte-Anne-de-Bellevue qui appartient, depuis 1972, à Parcs Canada. L'éclusier répond volontiers aux questions et remet sur demande une petite publication sur l'histoire et cet ouvrage maritime. L'écluse constitue, dans cette municipalité, l'une des rares fenêtres sur les lacs.

La semaine prochaine, la route du Saint-Laurent et le canal Lachine.

**Classement** — Le ministre des Affaires culturelles a donné avis de son intention de classer le site de la vieille pulperie de Chicoutimi. Le site de la compagnie de pulpe de Chicoutimi est l'un des sites industriels les plus remarquables au Québec par sa topographie, par la qualité architecturale des bâtiments qui y furent érigés entre 1889 et 1923, et par le rôle qu'a joué cette entreprise québécoise, jusqu'à sa fermeture en 1932, dans le développement de l'industrie forestière de la région du Saguenay et du Lac Saint-Jean, peut-on lire dans l'avis d'intention. Depuis quelques années, le site de la vieille pulperie a servi à des manifestations culturelles.

## Pêcher dans l'archipel de Montréal

L'HAMECON et le poisson-appât me donnent l'impression de s'être transformés en ancre de bateau. Je bande la ligne doucement sans obtenir de réaction.

«C'est un doré. Un gros et tétu avec ça. Vas-y très doucement», me dit avec expérience Dominique Bélair, un enseignant de Lachine qui réserve l'essentiel de ses loisirs à travailler comme guide professionnel au lac Saint-Louis. Soudain la ligne se cabre. Le moulinet émet un sifflement nasillard d'engrenages lancés à rebours. Mais la corde résiste à cette superbe décharge musculaire, qui lutte contre l'appel vers la surface.

Le combat aura duré près de 15 minutes. Dominique réussit à enfiler le doré, une pièce de huit livres bien comptées, qui s'en va rejoindre dans la glacière deux autres compères de cinq livres. Nous pêchons depuis environ une heure et demie. En aval du bateau, la métropole avec ses gratte-ciel et ses ponts remplace les forêts de sapins que j'associe depuis toujours au rituel des ruses qui précèdent le coup de pêche. Même si les coups de sirène de la voie maritime ont remplacé le silence des forêts du Nord, je viens de vivre des moments inoubliables pour un pêcheur.

Combien de Montréalais réalisent véritablement qu'ils sont des insulaires, me souligne avec ironie Dominique. Je dois admettre en outre qu'il y en a encore davantage qui ne soupçonnent même pas la richesse, la diversité et l'extraordinaire productivité faunique des plans d'eau qui ceinturent la métropole. D'ailleurs, à certains égards, les eaux de l'archipel



Il a suffi d'un peu plus d'une heure de pêche à notre journaliste pour capturer ces quatre dorés, dont un de huit livres, que son guide, Dominique Bélair, montre avec une satisfaction évidente. En arrière-plan, le pont Mercier sous lequel le lac Saint-Louis se déverse dans le rapide de Lachine.

par **Louis-Gilles Francoeur**

tées et aux grises, nos truites autochtones. En ensemençant, il y a une dizaine d'années, des truites brunes et arc-en-ciel les biologistes du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) ont réussi un pari surprenant. Ces expériences ont donné lieu à une véritable explosion de population, qui s'est concentrée dans les secteurs les plus oxygénés, soit aux rapides de Lachine, dans les eaux

vives autour des îles Sainte-Hélène et Notre-Dame — juste en face du port! — ainsi qu'aux rapides de Chambly. Le rendement de ces sites de pêche ferait pâlir d'envie plusieurs pourvoyeurs, du Nord de la métropole à la Baie-James.

Daniel Cousineau, un jeune pêcheur dans la trentaine, est devenu un véritable spécialiste de la truite «métropolitaine». Lorsqu'il m'a guidé dans ce secteur, nous n'avons rien pris. Mais je ne suis pas près d'oublier cette brune de six ou sept livres qui se dorait à 10 pieds du rivage sur un banc de sable. Reputée comme un chat différent au reste de l'univers, elle a ignoré pendant 45 minutes la moitié de mon coffre à pêche, que je lui ai paradé systématiquement sous le nez!

Mais une matinée ne fait pas la saison. À la fin de mai, Daniel comptait déjà 53 arc-en-ciel et brunes à son tableau. Il en a pris plus de 300 en une seule saison, dont une de 12 livres en face du bassin de natation au parc de la Côte-Sainte-Catherine. Dominique Bélair a aussi obtenu d'excellents résultats en guidant des pêcheurs sur le bief amont du rapide de Lachine avec sa puissante embarcation.

Le réchauffement de l'eau ne décourage pas les mordus. Au rapide de Chambly, sur le site même de l'ancienne centrale hydro-électrique que l'on s'apprête à reconstruire, j'ai rencontré au début de juin, vers les 22 heures, deux pêcheurs à la mouche qui venaient taquiner les brunes et les arc-en-ciel pendant leur période d'activité nocturne.

Plus tôt, ce soir-là, le secrétaire du Conseil de la faune, Serge Vincent, m'avait initié, au même endroit, à l'art de la «sèche» sur les laquais qui font la fête dans le secteur lorsqu'elle arrivent de l'océan pour frayer dans l'archipel métropolitain. On les retrouve d'ailleurs jusqu'au lac Saint-Louis et au lac des Deux Montagnes. Ce poisson, argenté comme une pièce de cinq sous qui sort de l'Hôtel des mon-

naies, est non seulement d'une combativité peu commune mais c'est aussi un délice pour le palais. Un truc pour les novices: laisser la «sèche» descendre le courant, absolument inerte, car cette torpille vivante s'inquiète plutôt, selon Serge, des petits mouvements qui excitent la truite.

Un autre poisson anadrome nous arrive chaque printemps «lorsque la tête des pissenlits blanchit», comme le disent les Lavallois. L'alse savoureuse, de la famille des salmonides, est au saumon ce que le corégone est à la truite: chaire blanche et peau écailleuse. Près de 80% de la population d'alse attend chaque année au pied du barrage hydro-électrique de la rivière des Prairies, entre les ponts Papi-neau et Pie-IX, dans l'espoir de retrouver ses sites ancestraux de fraye situés en amont.

On prenait, au siècle dernier, jusqu'à 25.000 aloses par année dans ce secteur. L'absence de passe migratoire à cet endroit met en question aujourd'hui l'existence même de cette population. Sans compter, selon les pêcheurs de l'endroit, que des milliers d'alse meurent chaque année dans les turbines, qu'Hydro-Québec n'aurait pas jugé bon de protéger par des grilles comme elle le fait, par exemple, à son barrage de la rivière Moisy, en Gaspésie.

L'alse mord généralement du bout des lèvres, ce qui rend le défi fort intéressant car elle a, de plus, l'habitude de se lancer dans les eaux vives en aval du barrage lorsqu'elle est prise au piège. Mais l'astuce renforce la corde: à preuve, cette prise de plus de neuf livres réalisée cet été par Daniel Cousineau avec un mono-finament de quatre livres. C'est probablement un record inégalé pour la difficulté.

Si les truites sont les reines de l'archipel, l'achigan en est le roi. Les meilleurs «royaumes» sont situés dans le lac Saint-Louis, suivi par le lac des Deux-Montagnes et par l'enfilade de rapides situés à l'entrée des rivières des Mille-illes et des Prairies, pour ne nommer que les principaux sites.

Ce redoutable combattant a pour particularité de mettre les lignes sous haute tension au début de l'été, juste au moment où la truite fait relâche. Les aires fréquentées par l'achigan peuvent tout autant rapporter des dorés, des brochettes, voire des maskinongés lorsqu'elles sont bien exploitées.

Les grands plans d'eau de la métropole regorgent de hauts fonds, souvent fort dangereux pour la navigation mais très fréquentés par la faune halieutique de forte taille, qui y retrouve en abondance son menu fretin, abrité dans les

herbiers généralement très denses à ces endroits.

Au lac des Deux Montagnes, deux pourvoyeurs de services, Guy Vanier et Urgel Demers, réfèrent systématiquement leurs clients à l'entrée de la grande baie d'Okla. Là encore, la limite de l'herbier attire toutes les espèces sportives tout comme le haut fond connu sous le nom de «Petit Rocher», en face vers le large. Au lac des Deux Montagnes, où la faune halieutique fut complètement éliminée, il y a quelques années, on recommande à attraper des maskinongés respectables. Mais sous ce rapport, le lac Saint-Louis abrite toujours la plus imposante collection de «monstres», qui font occiller les balances régulièrement au-dessus des 20 livres.

Si la localisation des hauts fonds est facilitée par une étude attentive des herbes à la surface, l'emploi d'un sonar présente, en plus, des avantages

certaines en matière de sécurité. On peut aussi, plus pratiquement, se munir de cartes hydrographiques à condition d'y aller doucement pour épargner le pied du moteur. Si l'on en est à ses premières armes sur ces plans d'eau, le recours à un guide professionnel demeure la meilleure solution. Le botin des pourvoyeurs en identifie plusieurs. On se le procure gratuitement aux bureaux du MLCP. Ces guides ont généralement des embarcations très adaptées aux plans d'eau métropolitains ou les vagues atteignent parfois la hauteur d'un homme. C'est aussi un bon investissement de cogner à leur porte — et beaucoup moins cher qu'un voyage «blanc» à la Manicouagan — car chaque voyage devient rapidement l'équivalent d'un camp-école. Et le rendement de la pêche y est généralement plus élevé qu'avec la méthode de l'essai au hasard.

## Et consommer ses prises?

Le pêcheur québécois est généralement très peu informé sur le degré de contamination, par les métaux lourds, du poisson qu'il capture, un problème encore plus aigu dans la région métropolitaine.

Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) n'accorde plus aucun permis de pêche commerciale dans l'archipel métropolitain en ce qui a trait aux espèces sportives. Ce n'est pas tant pour protéger les intérêts des sportifs que parce que ces poissons ne rencontrent pas les normes de qualité du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Le MLCP distribue gratuitement à qui en fait la demande une «carte» de la contamination des espèces sportives par le mercure, le plomb, les PCB, le mirex, etc., des mé-

taux lourds réputés pour leur haute toxicité. On y précise les quantités maximales qu'un individu peut consommer sans danger ainsi que la longueur des poissons qui représentent un danger réel pour la santé.

Mais, selon plusieurs biologistes du MLCP, ces données «datent» trop pour être sûres et le ministère de l'Environnement ne semble pas avoir de budgets pour mener des inventaires permanents des rivières et des lacs, comme cela se fait en Ontario où une brochure annuelle informe gratuitement les pêcheurs sur la contamination des différentes espèces dans 1.102 lacs et rivières de cette province.

Personne au Québec n'a encore songé à incorporer les quelques données existantes au résumé des règlements que chaque sportif reçoit à l'achat

de son permis de pêche. A quoi servent les campagnes de sécurité au travail si on s'empoisonne à la maison, faute d'informations? LGF

**PEUGEOT**  
Vente des voitures de la direction

1981, PEUGEOT 505SR 5 vitesses, réfrigération, mét. vernie, stéréo cassette, sette, 19,800 km.	1981 PEUGEOT 505SR Automatique, métallisée vernie, stéréo cassette, 19,000 km.
---	---

Garantie d'usine: 9 mois,  
kilométrage illimité.

**ROGER** (514) 932-2925  
4269 ouest, Ste-Catherine,  
Montréal, Québec

Le plus important concessionnaire Peugeot au Canada

Université de Montréal  
Faculté de l'éducation  
permanente

**Rappel**

Admission et inscription  
Automne 1982

**2 août**

Renseignements:  
343-6090

## Un pas de plus dans la lutte contre divers types de cancer

VANCOUVER (PC) — Après deux ans de recherche, une équipe dirigée par le Dr Josef Skala, de Vancouver, a réussi à deux reprises, récemment, à maintenir des cellules sanguines cancéreuses en vie pour une quinzaine de jours à l'extérieur du corps.

Au cours de cette période, les cellules se sont divisées à au moins trois occasions.

«Plusieurs laboratoires, a fait remarquer le Dr Skala, ont essayé de provoquer la division de ces cellules, mais je crois que nous sommes les premiers à réussir.»

Le Dr Skala, qui est affecté au centre de recherche en médecine de l'université de la Colombie-Britannique, croit que cette découverte ouvre la porte à une meilleure connaissance de la leucémie et d'autres cancers et à des façons différentes de les traiter.

«Mais il ne s'agit que d'un premier pas», a prévenu le Dr Skala, qui a reçu des subventions de \$100.000 de la Health Care Research Foundation de la Colombie-Britannique et de \$85.000 de la Vancouver Foundation.

Le Dr Skala a dit espérer qu'on puisse notamment améliorer la chimiothérapie et les traitements par radiation.

Car, a-t-il signalé, on va pouvoir maintenant faire des expériences à l'extérieur du corps et peut-être en arriver à la conclusion que certains produits chimiques puissants ne sont pas nécessaires.

Dans le traitement de la leucémie, le Dr Skala a également développé une nouvelle méthode, qui consiste à greffer chez le malade sa propre moëlle des os.

C'est que, a noté le Dr Skala, la chimiothérapie et les traitements de radiation tuent la moëlle des os.

### LE FAUCON PÈLERIN, L'ÊTRE LE PLUS RAPIDE DU MONDE.

#### ENVERREZ-VOUS \$20 POUR LE SAUVER?

Il peut piquer à 250 km à l'heure. Il chasse en terrain découvert, attaque comme l'éclair en plongeant du soleil, frappe sa proie de plein fouet, de ses serres fermées.

Ce magnifique oiseau est en voie de disparition rapide au Canada et dans le reste du monde. On ne l'a pas vu se reproduire à l'ouest des Rocheuses depuis le début des années soixante.

Même la sous-espèce du Grand Nord est menacée.

C'est l'homme qui tue le faucon pèlerin. Sans fusils, au poison. Certains des pesticides utilisés sur les récoltes contaminent ses proies.

Peut-on sauver le faucon pèlerin? Peut-être.

Vous êtes probablement au courant de l'oeuvre accomplie à l'échelle internationale par le Fonds mondial pour la Nature (Canada). C'est la plus importante de toutes les associations indépendantes qui ont pour but la conservation. Son symbole, le panda géant, est devenu le symbole international de la survie.

Le Fonds mondial pour la Nature, grâce à ses projets de survie, a déjà aidé à sauver plus d'une centaine d'oiseaux et de mammifères, trente-trois d'entre eux étaient au bord de l'extinction.

Au Canada, le Fonds mondial pour la Nature s'occupe de protéger les espèces propres au Canada et leurs habitats naturels.

Vous pourriez craindre que votre contribution ne soit qu'une goutte d'eau quand la tâche exige un océan.

Il suffit que vous, et un autre des lecteurs de cette annonce, et puis encore un autre, etc., nous envoyiez \$20 pour nous aider considérablement, et peut-être même arracher le faucon pèlerin à l'extinction. Il y a beaucoup à faire, mais rien ne peut l'être sans votre aide. Si vous voulez envoyer plus ou moins que \$20, très bien. Mais \$20, c'est très bien aussi.

Fonds mondial pour la Nature (Canada)  
60 St. Clair Avenue East, Suite 201  
Toronto, Ontario M4T 1N5

Veillez trouver cinquins \$ — Il est compris que cet argent sera utilisé exclusivement pour préserver la nature au Canada, et non pour subvenir aux frais d'administration ou de bureau.

— Veuillez m'envoyer un reçu officiel pour fins d'impos — Veuillez m'envoyer la liste de toutes les mesures prises pour sauver le faucon pèlerin. — Veuillez m'envoyer votre contribution trimestrielle.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

ILLUSTRATION: RON LOCKHART

# La catastrophe aérienne de Kenner a fait 153 morts

## Le Boeing a heurté un chêne à 700 mètres du bout de la piste



Les chercheurs retirent un autre cadavre des débris du Boeing 727 de la Panam, qui s'est écrasé vendredi soir peu après le décollage de l'aéroport international de la Nouvelle-Orléans. Outre les 145 personnes à bord, la catastrophe a fait au moins huit victimes au sol, dans la petite ville de Kenner. (Photolaser AP)

**LA NOUVELLE-ORLÉANS** (d'après AFP, Reuter et AP) — Les deux «boîtes noires» du Boeing 727 de la Panam qui s'est écrasé vendredi près de la Nouvelle-Orléans (Louisiane) ont été retrouvées samedi après-midi, ont annoncé les enquêteurs du Bureau national de sécurité des transports.

Le dernier bilan de cette catastrophe, la deuxième en importance de l'histoire des États-Unis, fait état de 153 morts, un enfant de six ans habitant sur les lieux du drame étant mort de ses blessures à l'hôpital. Les deux boîtes, dont l'une enregistre toutes les données techniques sur le vol et l'autre les conversations à l'intérieur du poste de pilotage, devraient permettre de comprendre pourquoi le Boeing s'est écrasé, deux minutes après le décollage.

Pour le moment, les spéculations tournent autour du mauvais temps et de la possibilité d'un trou d'air peu après le décollage.

Les responsables de l'Administration de l'aviation civile ont fait valoir à ce propos qu'il appartient au seul pilote de décider si oui ou non il peut décoller, dans des conditions climatiques difficiles. Ce qui peut évidemment poser le problème des pressions auxquelles sont soumis les pilotes, par des compagnies soucieuses de la rentabilité de leurs appareils.

Outre les 138 passagers et sept membres de l'équipage du Boeing 727, l'accident a tué huit habitants.

Dans la liste des passagers défunts de la Panam figurent une famille Suisse de quatre personnes, deux Australiens, quatre Brésiliens, deux personnes originaires de Hong-Kong, trois Mexicains et six Uruguayens, tous les autres étant supposés de nationalité américaine.

Mme Patricia Goldman, vice-présidente du Bureau national de sécurité des transports, chargée de l'enquête sur l'accident, a déclaré que selon les 25 premiers témoins interrogés, «la foudre n'est pas tombée sur l'avion».

Elle a indiqué que l'avion avait heurté un chêne haut de 16 mètres situé à 700 mètres du bout de la piste d'envol de l'aéroport de la Nouvelle-Orléans, et précise que les «boîtes noires», retrouvées endommagées, fourniraient sans doute de plus amples informations sur les raisons de l'accident.

Ce qui était un quartier tranquille d'une petite ville de Louisiane, avec ses maisons élégantes, ses jardins bordés de magnolias, est devenu samedi un lieu de cauchemar et de désolation.

Les rues de Kenner, banlieue résidentielle de la Nouvelle-Orléans où s'est écrasé le Boeing de la Panam ont été recouvertes d'un tapis où se mêlaient dans un horrible mélange des débris d'avion, des restes humains, des bagages et des meubles.

Les restes des victimes, contenus dans des sacs de plastique, ont été photographiés pour identification et

placés dans cinq camions réfrigérés, situés dans un hangar retiré, près de l'aéroport.

Les sauveteurs, qui ne s'attendaient pas à trouver signe de vie parmi les décombres, ont applaudi quand un bébé, présentant des brûlures au deuxième degré mais vivant, a été retrouvé parmi les décombres d'une maison. La mère de l'enfant et sa soeur ont été tuées dans la catastrophe.

M. Ed Icker, président de la Panam, a qualifié de «terrible tragédie» l'accident survenu vendredi.

M. Acker se trouvait en voyage d'affaires en Écosse lors de l'accident. Il a gagné Londres samedi matin pour repartir immédiatement aux États-Unis.

Avant de s'embarquer sur un vol Concorde à destination de New York, il a déclaré à la presse, à l'aéroport londonien d'Heathrow: «Je repars pour obtenir des rapports complets sur ce qui s'est passé. Mais il faudra 12 à 15 heures avant que nous en sachions beaucoup plus sur les raisons de l'accident. C'est une tragédie terrible.»

A Las Vegas, vendredi soir, l'agent de Panam a lu un bref communiqué aux parents et amis qui attendaient les passagers du vol 759 en provenance de Miami, via la Nouvelle-Orléans: tous les occupants de l'appareil sont morts.

Au tableau d'affichage des arrivées, à l'aéroport international McCarran de la capitale du jeu, un message laconique: «Le vol 759 a été annulé. Voir l'agent»...

## Au Québec, Clark croit faire élire onze députés

MARIA (PC) — Advenant le déclenchement d'éventuelles élections générales, le Parti conservateur se fait fort de décrocher au moins 11 circonscriptions au Québec, dont celle de Gaspé.

C'est ce qu'a soutenu, en fin de semaine, le chef conservateur, M. Joe Clark, effectuant une tournée de trois jours, qui l'aura conduit dans plus de 12 localités du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Le chef conservateur a aussi indiqué que ses troupes lutteront aux Communes contre le projet fédéral de démantèlement du ministère de l'Expansion économique régionale, organisme qui serait reconstitué par un gouvernement conservateur.

Selon lui, le projet fédéral menace lourdement le plan de développement de l'est du Québec annoncé par les libéraux, qui désirent se passer des ententes-cadres avec le gouvernement provincial.

Les conservateurs, qui ont environ 30% du suffrage en Gaspésie, soutiennent que leurs chances seraient excellentes dans Gaspé, compte tenu que leur candidat de 1979, M. Paul Arsenault, avait ramené à 2,000 voix la majorité du libéral Alexandre Cyr.

Samedi, seconde journée de la tournée de M. Clark en Gaspésie, il a tenté de capitaliser sur le mécontentement d'une région où le chômage atteint maintenant les 24%.

Selon lui, un climat de coopération semble se dessiner après les consultations d'Ottawa auprès des grands partenaires économiques, et cela est encourageant. «Je crois qu'il sera difficile pour les partenaires économiques d'avoir une confiance suffisante en la parole de M. Trudeau», a-t-il indiqué, disant soupçonner le premier ministre d'être demeuré vague lors de toutes ces discussions.

Parlant d'une éventuelle entrée en scène fédérale du Parti québécois, le chef conservateur a admis que «cela pourrait brouiller les cartes».

«Cela pourrait constituer un grand risque pour eux quant à leur crédibilité s'ils ne gagnaient pas assez de sièges, a-t-il dit. Nous avons l'intention de présenter des candidats dans tous les comtés», a-t-il ajouté, soulignant que son parti offrirait sur le PQ l'avantage de pouvoir former le nouveau gouvernement.

A Murdochville, M. Clark a rencontré un groupe de mineurs mis à pied par la Noranda, qui lui ont souligné leurs profondes inquiétudes quand à leur perspective d'emploi. Un arrêt des opérations pour l'été aux mines de cuivre prive présentement de travail plus de 1,300 travailleurs et la reprise prévue pour l'automne ne touchera que 800 mineurs.

## En attendant que Québec trouve l'argent requis

# Les égouts du nord de la CUM seront déversés sans traitement dans le fleuve

par Gilles Provost

Dès l'été prochain, la Communauté urbaine de Montréal aura concentré tous ses égouts du versant de la rivière des Prairies dans un seul énorme émissaire qui déversera son contenu, sans même un traitement primaire, dans la portion la plus propre du Saint-Laurent, à la hauteur de Pointe-aux-Trembles.

Ce déversement concentré d'eau d'égout non traitée se poursuivra pendant au moins quatre ans, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on puisse finalement mettre en marche l'usine d'épuration dont la construction se prolonge de mois en mois. Les plus optimistes ne prévoient plus qu'elle puisse fonctionner avant le milieu de 1986.

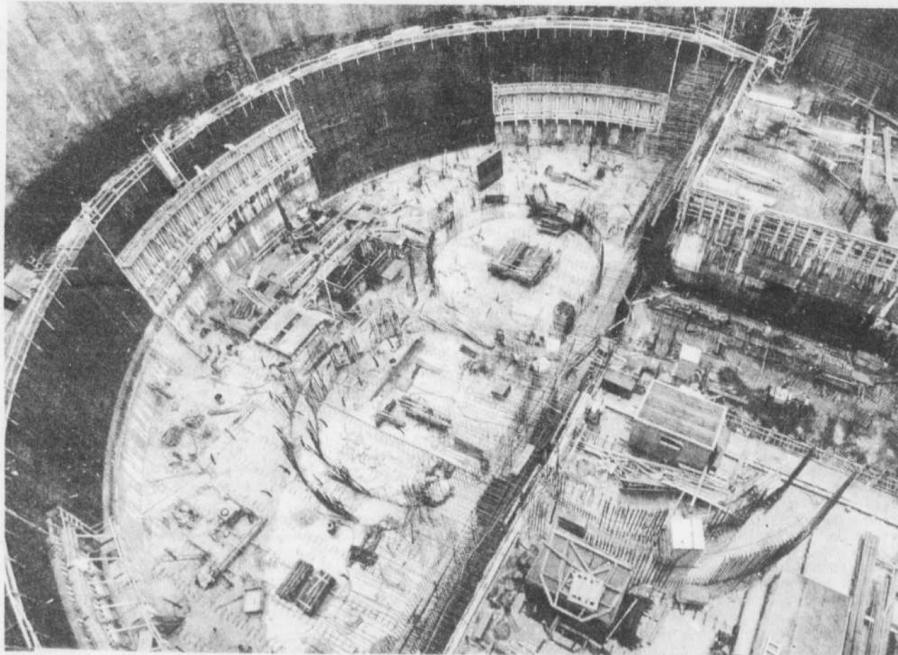
Voilà ce qu'on indique au DEVOIR le directeur du service d'assainissement des eaux de la CUM, M. Jean Marcotte, et son adjoint technique, M. Paul Goulet, dans le cadre d'une visite du chantier organisée par la Society to Overcome Pollution (STOP).

M. Marcotte a souligné que les principales décisions dans cette affaire, relèvent de Québec (qui assume les deux tiers des frais).

Pour sa part, M. Goulet a indiqué que cette mesure permettrait au moins d'améliorer considérablement la qualité de l'eau de la rivière des Prairies. Il a aussi soutenu que ces rejets concentrés en un seul point dans le chenal de navigation du Saint-Laurent «n'auraient pas un fort impact écologique». Selon lui, des études se feront pour surveiller attentivement la dégradation du milieu aquatique que le déversement pourrait entraîner.

Il y a longtemps qu'on évoque la possibilité de retarder la mise en marche de l'usine d'épuration pendant plusieurs années après l'entrée en service du super-collecteur qui doit recueillir toute l'eau usée du versant nord de l'île de Montréal.

Interrogé déjà à ce sujet en



Le chantier de l'usine d'épuration des eaux de la CUM.

Photo Jacques Grenier

1978, M. Marcel Léger avait déclaré au DEVOIR que «cela ne se fera pas aussi longtemps que je serai ministre de l'Environnement».

«Il n'est absolument pas question de mettre en service l'intercepteur nord et son usine de pompage sans avoir au bout une usine de traitement adéquate, avait-il affirmé. Si une telle procédure devait se produire, ce ne serait que pour une période intermédiaire extrêmement brève de l'ordre de quelques mois tout au plus.»

A l'époque, le sous-ministre de l'Environnement, M. André Caillé, avait aussi indiqué au DEVOIR que «les bassins d'épuration peuvent être

construits très rapidement et que les retards à entreprendre la construction n'ont donc pas des conséquences si graves».

Hier, M. Marcotte a toutefois précisé que ce n'est pas tellement la construction des grands bassins de décantation qui fait problème. Ces bassins peuvent être construits assez vite, s'il le faut, mais il faut aussi avoir tout l'équipement requis pour traiter les boues et les écumées qui auront été recueillies. Or, c'est selon lui le traitement des boues qui fait maintenant problème et qui empêchera un démarrage rapide de l'usine.

D'autres spécialistes ont toutefois indiqué au DEVOIR que le vrai problème est plus politique que technique. «La vraie difficulté, disent-ils, c'est que Québec n'a pas l'argent requis pour les travaux. Ce ne sont pas les délais de construction qui retardent tout mais les délais proprement politiques».

«Tant qu'on n'a pas l'autorisation d'émettre des appels d'offres pour le traitement des boues d'égout, on ne peut pas s'attendre à ce que la construction progresse à toute vapeur!» Or, disent-ils, Québec utilise présentement tous les prétextes pour retarder l'échéance. Parfois, on est mécontent du contenu québécois dans le contrat, parfois c'est autre chose.

En ce moment, à peine 2% des eaux d'égouts de la CUM subissent un certain traitement et les experts reconnaissent que les petites usines de traitement existantes n'ont qu'une efficacité minime. A quelques nuances près, la métropole rejette donc toute son eau usée et ses excréments directement dans le Saint-Laurent ou la rivière des Prairies.

Malgré tout, le collecteur

nord, destiné à recueillir tout le contenu des égouts qui se jettent dans la rivière des Prairies, est déjà terminé. Dans un an, on prévoit avoir terminé l'usine de pompage qui ramène le tout au niveau du sol, à Pointe-aux-Trembles. D'ici là, on aura aussi achevé les grilles destinées à retenir les gros objets flottants et les bas-

sins destinés à récupérer le sable en suspension.

Tout autre traitement sera remis à 1986 au plus tôt.

A l'origine, il était aussi question de faire un collecteur similaire pour intercepter tous les égouts du versant sud, du côté de Saint-Laurent. Cette seconde phase devait être réalisée en 1985 mais personne

n'ose plus trop en parler, tant elle semble avoir été remise aux calendes grecques. Il n'en reste pas moins que l'usine de pompage est construite pour satisfaire aux deux intercepteurs.

Comme peu de Montréalais tiennent à se baigner dans le port de Montréal, les problèmes de pollution du versant sud sont moins aigus, sauf dans le secteur ouest, du côté du lac Saint-Louis. Il a donc été question pendant longtemps d'intercepter les égouts de l'ouest et, au moins dans une première étape, de les déverser sans traitement à la hauteur de l'île des Soeurs.

Selon M. Marcotte, on s'orienterait présentement vers une solution complètement différente. «Il est question, a-t-il dit, de construire le collecteur sud à partir de l'aval, c'est-à-dire de l'usine de pompage. Cela permettrait de mettre chaque section en service dès qu'elle serait terminée.»

Cette solution offre des avantages techniques évidents pour l'agrandissement progressif de l'usine d'épuration mais la population du West Island devrait patienter pendant de nombreuses années avant d'en palper les bénéfices, reconnaît M. Marcotte.

La politique québécoise de l'environnement consiste à effectuer prioritairement les travaux qui offrent les plus grandes retombées pratiques pour la population.

Jusqu'à maintenant, les travaux en cours ont coûté près de \$800 millions. L'épuration totale des égouts de Montréal coûterait plusieurs milliards de dollars.

## SOLDE ROOTS

Les prix coupés de 20 à 50%

# R

de çi  
ou  
de ça

À partir d'aujourd'hui, c'est le temps des soldes dans toutes les boutiques ROOTS. 20 à 50% de rabais sur les modèles sélectionnés.



lundi — mercredi — de 10h à 18h  
jeudi et vendredi — de 10h à 21h  
samedi de 9h30 à 17h

1392 ouest, rue Ste-Catherine 866-0519

Université de Montréal  
Faculté de l'éducation permanente

Une formation en Animation pour des agents en éducation

Certificat d'animation de la vie étudiante (30 crédits)

### Objectif

Assurer une formation aux personnes qui, aux niveaux secondaire et collégial, veulent devenir agents de changement dans leurs milieux respectifs.

Cette fonction d'agent de changement exigeant à la fois une prise de distance critique et une implication personnelle à l'égard de la réalité vécue en milieu scolaire, le programme prévoit, selon les besoins de chacun, le développement de connaissances, d'habiletés et d'attitudes par rapport à ces deux dimensions: l'étudiant et son milieu, l'animation.

### Conditions particulières d'admission

- Détenir, soit le diplôme d'études collégiales ou l'équivalent, soit un brevet d'enseignement;
- exercer depuis au moins un an une fonction éducative dans une institution d'enseignement et en fournir la preuve en produisant une lettre de l'employeur.

Date limite d'admission et d'inscription: 2 août 1982.

### Renseignements:

Faculté de l'éducation permanente  
3335, chemin Queen Mary  
rez-de-chaussée  
Tél.: 343-6090

TRANSFUSION SANGUINE



## Des dépôts garantis à rendement élevé et à termes variés...

La Fiducie du Québec vous offre une gamme complète de dépôts garantis. Vous pouvez choisir la durée du dépôt et la fréquence de versements d'intérêts qui vous conviennent. Il s'agit d'un placement à rendement élevé dont le capital et les intérêts sont garantis de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance. De plus, il ne comporte aucuns frais.

**17%** 3 ans  
Intérêts payés annuellement  
Dépôt initial minimum 1 000 \$  
Dépôts subséquents 500 \$

Nos conseillers se feront un plaisir de vous renseigner sur la gamme complète de dépôts garantis. À la Fiducie du Québec, on s'occupe de vous personnellement et en toute discrétion.

Les dépôts garantis de la Fiducie du Québec, c'est une bonne affaire. Garanti!

**Fiducie du Québec**  
Taux sujets à changements. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.

desjardins



- Succursales Modes d'épargne
- Chicoutimi** (418) 549-5746  
1-800-463-9657  
Place du Royaume
  - Laval** (514) 668-5223  
1-800-361-3803  
Place Val des Arbres
  - Montréal** (514) 281-8840  
1-800-361-6840, poste 8840  
Complexe Desjardins
  - Québec** (418) 653-6811  
1-800-463-4792  
Complexe Centre-Ville  
Sainte-Foy
  - Sherbrooke** (819) 566-5667  
1-800-567-6920  
Place Jacques-Cartier



# Désarmement: la session de l'ONU se solde par un échec

NATIONS UNIES (AFP) — La deuxième session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU sur le désarmement s'est soldée par un échec qui a été constaté par le président de l'Assemblée, M. Ismat Kittani, et par le rapport adopté samedi à la séance de clôture.

En effet, l'Assemblée n'a pas été en mesure d'élaborer le document attendu, qui devait énoncer un programme global de désarmement et servir notamment de guide pour les gouvernements dans la recherche d'accords sur la limitation et le contrôle des armements, en particulier dans le domaine nucléaire.

Les seuls résultats concrets

obtenus dans cette session de cinq semaines ont été le lancement d'une « campagne mondiale pour le désarmement » et l'augmentation du nombre de bourses offertes par les Nations unies dans le cadre d'un programme d'études sur ce sujet.

Dix-sept chefs d'Etat et de gouvernement, 57 ministres et le secrétaire d'Etat du Saint-Siège ont participé aux travaux, ponctués par les manifestations d'une centaine d'organisations anti-nucléaires, dont la plus impressionnante a rassemblé 750.000 personnes dans les rues de New York, le 12 juin.

A la tribune, ministres et

chefs de gouvernement ont énoncé leurs théories sur les causes de la course aux armements et les remèdes à trouver pour renverser cette tendance.

Le président Leonid Brejnev a fait sensation en prenant l'engagement « inconditionnel et immédiat » que l'Union soviétique n'utiliserait pas la première arme nucléaire.

Les pays occidentaux, et tout particulièrement la première ministre britannique Margaret Thatcher, ont fait valoir qu'un tel engagement ne mettait pas les peuples à l'abri des agressions par les armes classiques meurtrières.

Quant aux pays du tiers



Le Guam, navire transporteur d'hélicoptères d'assaut, se tient prêt à toute éventualité, longeant la côte libanaise à quelque 50 milles de Beyrouth. Le vaisseau fait partie de la 6e flotte américaine qui a été dépêchée dans la région. (Photolaser AP)

# La junte polonaise met un terme aux activités de Radio-Solidarnosc

VARSOVIE (d'après AFP et Reuter) — Les autorités polonaises ont mis fin aux activités de Radio-Solidarnosc et arrêté sept personnes (dont un ressortissant belge), a confirmé hier soir la télévision polonaise.

Des images de l'endroit où avait été saisi, le 8 juin, l'émetteur clandestin, dans la machinerie d'ascenseur d'un immeuble d'habitation de la rue du 1er août, non loin de l'aéroport, ont été présentées à l'écran.

Les téléspectateurs ont également pu entendre un fragment de la première émission de Radio-Solidarnosc, commencée par les premiers notes d'une chanson de la résistance contre l'occupation nazie remise au goût du jour, et qui avait été diffusée le 12 avril à 21 heures.

Cette émission « expérimentale », parfaitement audible à Varsovie, avait été suivie de huit autres, de plus en plus difficiles à capter, la longueur d'onde utilisée par Radio-Solidarnosc dans la bande des modulations de fréquence étant occupée par un autre émetteur non identifié, diffusant à grande puissance de la musique « pop ».

Depuis le 8 juin, on n'avait plus entendu ni l'indicatif de la radio pirate, ni la musique destinée à couvrir ses émissions. La rupture d'une arrestation dans les rangs de Radio-Solidarnosc avait couru sans être jamais confirmée.

Parmi le matériel transporté, la police avait découvert un émetteur à modulation de fréquence dissimulé à l'intérieur d'un appareil de mesure de l'oxygénéation du sang.

Selon la télévision, l'émetteur de Radio-Solidarnosc, qui tenait dans une petite mallette, fonctionnait automatiquement à l'aide d'un minuteur branché sur un magnétophone à cassette. Les responsables de l'émission changeaient de lieu toutes les semaines et disposaient ainsi d'une dizaine de locaux inhabités au sommet d'immeubles d'habitation.

Le présentateur de la télévision a souligné que la possession sans permis d'un émetteur radio était passible, selon le code pénal, d'une peine de trois ans de prison. Le décret de l'état de siège prévoit d'autre part une peine de dix ans de prison pour incitation à la grève.

Le « chef » de Radio-Solidarnosc était M. Zbigniew Romaszewski, membre de la direction de Solidarité pour la région de Varsovie, et mari de la speakerine. Selon des sources syndicales il aurait échappé à l'opération de police au cours de laquelle sa femme avait été arrêtée.

Varsovie n'était toutefois pas la seule ville de Pologne où Solidarité ait installé un émetteur clandestin. Selon la presse syndicale clandestine, il en existe également à Gdansk et à Poznan. Des informations non confirmées ont fait état en outre d'émissions pirates à Cracovie et à Wrocław.

# Les milieux financiers acceptent de secourir le Banco Ambrosiano

ROME (AFP) — Les principaux organes de crédit publics et privés d'Italie, conscients des coups dur qui aurait été porté au crédit international du pays en cas de krach du Banco Ambrosiano, sont parvenus à un accord samedi soir pour sauver la première banque privée italienne.

Toutefois, le mystère demeure sur les circonstances du scandale qui a mis l'existence de l'établissement financier en péril.

Les intéressés se sont mis

d'accord au terme d'une journée fébrile de tractations à Milan, qui a réuni les dirigeants de quelque 25 banques, les représentants de l'Institut d'émission et le ministère du Trésor. L'accord met définitivement le Banco Ambrosiano à l'abri de toute mauvaise surprise.

Il s'agit d'une opération de sauvetage probablement sans précédent dans l'histoire de la banque italienne, étant donné l'importance des dettes exigibles à court terme, contrac-

tées par les filiales étrangères de la Banque des frères: 1.400 millions de dollars, capital et intérêts réunis.

Pour éviter une faillite retentissante au colosse — 86 ans d'existence, de puissants intérêts dans la banque et les assurances, un rôle moteur à la bourse des valeurs de Milan —, il a été constitué un pool de six banques — trois publiques (dont le principal établissement du pays, la Banca Nazionale del Lavoro) et trois privées — toutes choisies pour la solidité de leur patrimoine.

Dans le même temps, une vingtaine d'instituts bancaires se sont déclarés prêts à garantir sans limite de fonds toutes ses exigences financières.

L'accord, annoncé par un communiqué de la Banque d'Italie, ne précise pas les modalités techniques mais l'assurance est officiellement donnée que les besoins à brève échéance seront satisfaits et que l'activité se poursuivra normalement.

Dans les milieux financiers bien informés, on croit savoir que les banques ouvriront dans un premier temps une ligne de crédit de soutien illimitée, utilisable de manière souple à mesure que la nécessité s'en fera sentir. Elles procéderont ultérieurement à une augmentation massive du capital de l'institut.

Paradoxalement, le Banco

Ambrosiano devrait sortir de la tourmente plus fort qu'il n'est.

Il était temps, l'établissement devait sous huitaine, honorer des traites de 40 millions de dollars à l'étranger et près du double d'ici à la fin du mois. Déjà, d'importants retraits de fonds étaient signalés tandis qu'à Milan, la cotation en bourse de la centrale, sa principale financière, avait subi en fin de semaine une véritable crise de confiance, clôturant à 1.710 lires contre 4.325 en mai et 11.000 l'an dernier.

L'un des points les plus importants de l'accord concerne les relations entre le Banco Ambrosiano et l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la Banque du Vatican qui préside l'archevêque américain Mgr Paul Marcinkus.

Selon M. Felice Gianani, directeur général de l'Association bancaire italienne (ABI), l'IOR, après maintes prières et menaces, serait finalement convenu d'honorer une partie de ses engagements envers le Banco. Ceux-ci, selon différentes estimations, iraient de 250 à 400 millions de dollars.

L'IOR, d'après la presse italienne, dispose d'une participation de 1,48% dans le capital de la banque privée. Il semble en fait, selon des informations recueillies à bonne source dans les milieux finan-

ciers, que son rôle soit beaucoup plus important (on a parlé d'une participation de 32%) dans la filiale luxembourgeoise du Banco, celle précisément responsable des transactions illégales du Calvi.

Après la découverte du scandale, les commissaires chargés d'administrer le Banco Ambrosiano avaient présenté à Mgr Marcinkus des lettres de « patronage » certifiées de sa main garantissant une partie des encours du Banco. Le Vatican pour sa part n'a jusqu'à présent fait aucun commentaire sur cette affaire.

Sur le plan judiciaire, l'enquête sur la mort de M. Calvi s'est poursuivie avec la venue à Rome des trois inspecteurs de Scotland Yard qui suivent l'affaire, dont le chef de la police judiciaire.

Dans le rapport d'autopsie consigné aux autorités italiennes, la thèse du suicide prévalait. Les magistrats italiens, qui ont demandé un complément d'information, doutent cependant de son exactitude et penchent en revanche pour un meurtre habilement mis en scène.

Les policiers britanniques ont interrogé samedi pendant quatre heures Silvano Vittor, le contrebandier de Trieste qui a accompagné Calvi dans sa fuite à Londres et s'est constitué prisonnier après la découverte du corps.

Varsovie n'était toutefois pas la seule ville de Pologne où Solidarité ait installé un émetteur clandestin. Selon la presse syndicale clandestine, il en existe également à Gdansk et à Poznan. Des informations non confirmées ont fait état en outre d'émissions pirates à Cracovie et à Wrocław.

Par ailleurs, l'agence TASS a repris samedi une violente attaque contre Jean-Paul II, publiée par le journal slovaque Pravda, qui voit dans la visite du pape en Pologne, cet été, une manœuvre pour renforcer l'opposition à la loi martiale.

# Spadolini obtient un vote de confiance

ROME (Reuter) — M. Giovanni Spadolini, président du Conseil italien, a réussi une fois de plus à maintenir sa fragile coalition gouvernementale en obtenant, samedi, par 164 voix contre 108, un vote de confiance du Sénat sur les nouvelles mesures économiques qu'il propose.

Le document approuvant le programme économique du gouvernement avait été accepté vendredi avec réticences par les démocrates-chrétiens, principale formation de la coalition.

Il ne fait pas allusion à la question qui a menacé de faire éclater la coalition: la décision prise par les employeurs du secteur public de se retirer de l'accord sur l'échelle mobile des salaires, suivant en cela la décision de leurs collègues du secteur privé.

M. Spadolini, craignant les réactions des syndicats, a demandé au secteur public de revoir sa position qui avait l'appui des démocrates-chrétiens.

Le gouvernement doit encore mettre au point le budget pour 1983 d'ici la fin du mois, avant les vacances.

Selon certains observateurs, les démocrates-chrétiens pourraient en profiter pour tenter de regagner le terrain perdu en se montrant très fermes lors de la discussion du projet de budget.

Les mesures économiques très strictes décidées par le gouvernement ont pour but de réduire d'au moins 8 milliards de lires (six milliards de dollars), les emprunts d'Etat prévus pour cette année. Selon des prévisions publiées en juin, le volume de ces emprunts pourrait atteindre 65 milliards de lires (46 milliards de dollars) soit 15 milliards de lires (11 milliards de dollars) de plus que ce qui avait été initialement prévu.

Parmi les nouvelles mesures gouvernementales, figurent notamment un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée une augmentation des cotisations salariales à la sécurité sociale et la diminution de certaines subventions du gouvernement central. De plus, les taxes locales pourront également être augmentées.

M. Giorgio di Giuseppe, dirigeant du groupe démocrate-chrétien au Sénat, a déclaré au cours des débats que son parti voulait éviter ce qu'il a qualifié de dissolution dangereuse et inutile du Parlement.

Les communistes et la droite ont réclamé un vote secret, qui aurait permis à certains de ne pas tenir compte des consignes de leur parti, mais le président du Conseil s'y est opposé en demandant un vote de confiance.

Paradoxalement, le Banco

Paradoxalement, le Banco

# G.-B.: la grève du rail s'est durcie et politisée

LONDRES (AFP) — D'abord impopulaire et limitée à un syndicat récalcitrant, la grève des cheminots britanniques, entrée hier dans sa deuxième semaine, s'est durcie et politisée, constatent les observateurs.

La grève, lancée par le syndicat des conducteurs de train ASLEF (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen-24.000 adhérents) pour protester contre le réaménagement des horaires de travail, a été davantage suivie en fin de semaine, et les « rebelles » du syndicat ont été moins nombreux à franchir les piquets de grève.

Le mouvement travailliste, plutôt tiède au début du

conflit, a apporté son soutien aux cheminots de l'ASLEF. Les mineurs, puis la Confédération syndicale TUC (Trade Union Congress) se sont déclarés solidaires.

Après le chef de file de l'extrême-gauche du Parti travailliste, M. Tony Benn, le leader du Labour, M. Michael Foot, s'est à son tour lancé dans la bataille.

M. Foot a accusé la direction des chemins de fer (British Railways) de provoquer une grève nationale avec l'appui du gouvernement.

Selon lui, British Railways et le gouvernement font en sorte de « briser le moral des travailleurs du pays, et veulent éradiquer les syndicats pour

créer une main-d'oeuvre servile ».

La direction de British Railways, l'entreprise nationalisée des chemins de fer, à qui la grève coûte six millions de livres par jour, devrait décider cette semaine de l'attitude à adopter face au mouvement.

Deux options sont envisagées: la fermeture totale du réseau ferroviaire britannique, avec la mise en chômage technique de plus de 200.000 employés, ou le licenciement des 24.000 adhérents de l'ASLEF.

Libreville (AFP) — Le communiqué précise que les Forces armées du nord (FAN), dirigées par M. Hissène Habré, et les Forces armées tchadiennes (FAT), ont choisi d'oeuvrer pour la réconciliation nationale en y associant les autres composantes politiques tchadiennes, après leur rencontre samedi et dimanche à Libreville.

Les deux hommes, indique le communiqué final publié à l'issue de leurs discussions organisées par le président gabonais, M. Omar Bongo, sont convenus de fixer dès leur retour au Tchad, un échéancier des négociations futures, notamment au niveau de leurs experts, afin de se livrer à une réflexion approfondie sur les points de divergence qui pourraient subsister entre eux.

« Nous avons accompli aujourd'hui un pas important », a déclaré M. Hissène Habré au cours d'une conférence de presse conjointe. « Je suis optimiste », a-t-il ajouté, « car l'ensemble du peuple tchadien, tous les combattants, à quel que bord qu'ils appartiennent, veulent la fin des hostilités et la paix pour s'adonner à l'oeuvre immense de reconstruction nationale ».

Après avoir remercié le président gabonais Omar Bongo pour s'être intéressé « particulièrement et en permanence au drame du peuple tchadien », M. Hissène Habré a souligné sa ferme détermination de faire en sorte que le « peuple tchadien puisse parvenir à la réconciliation nationale et à la concorde ».

Pour sa part, M. Kamougué a déclaré que « le moment était venu de faire la paix des braves ».

Après avoir remercié le président gabonais Omar Bongo pour s'être intéressé « particulièrement et en permanence au drame du peuple tchadien », M. Hissène Habré a souligné sa ferme détermination de faire en sorte que le « peuple tchadien puisse parvenir à la réconciliation nationale et à la concorde ».

Pour sa part, M. Kamougué a déclaré que « le moment était venu de faire la paix des braves ».

## Résultats

**Loto 6/36** Prochain **GROS LOT** **500,000.00\$** approx.

Date: 9-07-82

1	2	14	16	22	31	no complé mentaire	32
---	---	----	----	----	----	--------------------	----

**GAGNANTS**

6/6	0	239,836.00\$
5/6+	4	35,975.50\$
5/6	129	1,673.20\$
4/6	6801	88.10\$

**MISE-TOT**

9	29	33	36
---	----	----	----

Gagnants: 434  
Lot: 115.20\$  
Ventes totales: 2,602,458.00\$

---

**Mini Loto** 9-07-82 **696664** **50 000\$**

96664	5 000\$	664	50\$
6664	250\$	64	5\$

---

**Provincial** 9-07-82 **2150929** **500 000\$**

150929	50 000\$	0929	100\$
50929	1 000\$	929	25\$
		29	10\$

---

**Inter Loto** 9-07-82 **508351** **250 000\$**

Gros lots de 25 000\$

08351	2 500\$	272628	NUMEROS MOBILES	
8351	250\$	572365	80969	2 500\$
351	50\$	394343	3779	250\$
51	10\$	NUMEROS non décomposables	547	50\$

---

**La Quotidienne** Semaine du 5 juillet

L	M	M	J	V	S
881	465	081	904	974	228

---

**Lotto 6/49** Prochain **GROS LOT** **940,000.00\$** minimum

Date: 10-07-82

5	14	21	31	34	47
---	----	----	----	----	----

**GAGNANTS**

6/6	0	819,969.20\$
5/6+	2	37,636.00\$
5/6	28	6,607.90\$
4/6	1441	80.30\$
3/6	25105	10.00\$

**Ventes totales** 1,339,531.00\$

---

la course à pied... un sport une victoire une fête

**Demi-marathon Phil Latulippe LORETTEVILLE 31 juillet**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**Annie Rioux**  
Parapsychologue-clairvoyante  
Auteur des livres "L'Œil de Mercure" et "Connaissez vos rêves"

**Avis**  
Gens d'affaires ou de carrière subissant une impasse financière, amour ou curieux et désireux d'être conseillés...

Info: 463-2638  
du lun. au mer. entre 12h et 18h.

**L'INSTITUT DE LA RECHERCHE HUMAINE**

**RENCONTRER...**  
Partager votre vie avec une personne qui saura donner

**«UN VISAGE À VOS RÊVES»**

N'EST-CE PAS LÀ UN IDÉAL QUE CHACUN DE NOUS CARESSE AU FOND DE SON COEUR?

847 rue CHERRIER (métro Sherbrooke)  
Montréal, Qué.  
OUVERT:  
Lund au ven. de 10h à 21h,  
Samedi de 10h à 15h.

Organisme à but non lucratif  
**524-1176**

# Tchad: Habré et Kamougué favorisent la réconciliation

Libreville (AFP) — Le communiqué précise que les Forces armées du nord (FAN), dirigées par M. Hissène Habré, et les Forces armées tchadiennes (FAT), ont choisi d'oeuvrer pour la réconciliation nationale en y associant les autres composantes politiques tchadiennes, après leur rencontre samedi et dimanche à Libreville.

Les deux hommes, indique le communiqué final publié à l'issue de leurs discussions organisées par le président gabonais, M. Omar Bongo, sont convenus de fixer dès leur retour au Tchad, un échéancier des négociations futures, notamment au niveau de leurs experts, afin de se livrer à une réflexion approfondie sur les points de divergence qui pourraient subsister entre eux.

« Nous avons accompli aujourd'hui un pas important », a déclaré M. Hissène Habré au cours d'une conférence de presse conjointe. « Je suis optimiste », a-t-il ajouté, « car l'ensemble du peuple tchadien, tous les combattants, à quel que bord qu'ils appartiennent, veulent la fin des hostilités et la paix pour s'adonner à l'oeuvre immense de reconstruction nationale ».

Après avoir remercié le président gabonais Omar Bongo pour s'être intéressé « particulièrement et en permanence au drame du peuple tchadien », M. Hissène Habré a souligné sa ferme détermination de faire en sorte que le « peuple tchadien puisse parvenir à la réconciliation nationale et à la concorde ».

Pour sa part, M. Kamougué a déclaré que « le moment était venu de faire la paix des braves ».

Libreville (AFP) — Le communiqué précise que les Forces armées du nord (FAN), dirigées par M. Hissène Habré, et les Forces armées tchadiennes (FAT), ont choisi d'oeuvrer pour la réconciliation nationale en y associant les autres composantes politiques tchadiennes, après leur rencontre samedi et dimanche à Libreville.

Les deux hommes, indique le communiqué final publié à l'issue de leurs discussions organisées par le président gabonais, M. Omar Bongo, sont convenus de fixer dès leur retour au Tchad, un échéancier des négociations futures, notamment au niveau de leurs experts, afin de se livrer à une réflexion approfondie sur les points de divergence qui pourraient subsister entre eux.

« Nous avons accompli aujourd'hui un pas important », a déclaré M. Hissène Habré au cours d'une conférence de presse conjointe. « Je suis optimiste », a-t-il ajouté, « car l'ensemble du peuple tchadien, tous les combattants, à quel que bord qu'ils appartiennent, veulent la fin des hostilités et la paix pour s'adonner à l'oeuvre immense de reconstruction nationale ».

Après avoir remercié le président gabonais Omar Bongo pour s'être intéressé « particulièrement et en permanence au drame du peuple tchadien », M. Hissène Habré a souligné sa ferme détermination de faire en sorte que le « peuple tchadien puisse parvenir à la réconciliation nationale et à la concorde ».

Pour sa part, M. Kamougué a déclaré que « le moment était venu de faire la paix des braves ».

Après avoir remercié le président gabonais Omar Bongo pour s'être intéressé « particulièrement et en permanence au drame du peuple tchadien », M. Hissène Habré a souligné sa ferme détermination de faire en sorte que le « peuple tchadien puisse parvenir à la réconciliation nationale et à la concorde ».

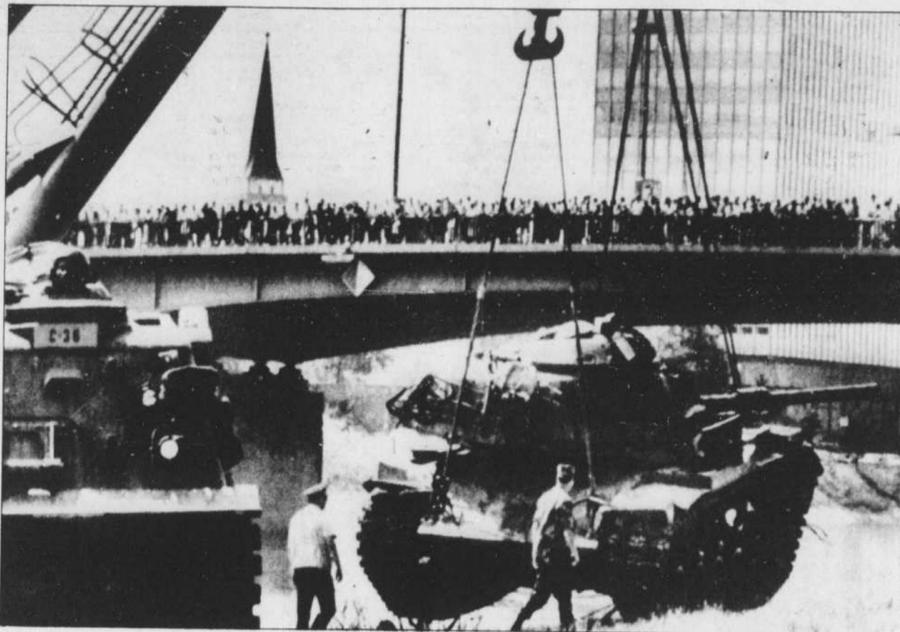
Pour sa part, M. Kamougué a déclaré que « le moment était venu de faire la paix des braves ».

**BOTTIN DES FEMMES**  
PROFESSIONNELLES ET COMMERÇANTES

Inscrivez-vous dès maintenant  
(514) 866-0553

**PEUGEOT**  
1981 NEUVE  
604SL essence, boîte manuelle  
5 vitesses, sièges en cuir,  
bleu foncé métallisée, toute  
équipée. Dernière en inventaire.  
Prix de liste 1981: 20,500 \$  
Prix de vente: 17,865 \$

**ROGER**  
Le plus important  
concessionnaire Peugeot au Canada  
(514) 932-2925  
4269 ouest Ste-Catherine,  
Montréal, Québec



Deux passants grièvement blessés, un tramway et 30 voitures défoncés: tel est le bilan de la course folle menée samedi dans les rues de Mannheim (Allemagne de l'Ouest) par un soldat américain ivre, à bord d'un char d'assaut M-60. Les dégâts ont été évalués à deux millions de marks (\$800.000). L'équipée s'est terminée par le plongeon du véhicule blindé de 50 tonnes dans le Neckar. Le GI, non identifié, est mort noyé dans le char d'assaut qu'on a mis 24 heures à sortir du fleuve. (Photolaser AP)

# Les Haïtiens créent un comité sur le taxi

Un comité des travailleurs haïtiens du taxi a reçu, hier, le mandat d'assurer le suivi dans la querelle qui oppose les chauffeurs à certaines compagnies de taxi de la métropole.

Ce comité, mis sur pied hier matin, à l'issue d'une rencontre de quelque 150 chauffeurs haïtiens au local de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, relève de l'Association haïtienne des travailleurs du taxi, organisme qui détient ses lettres patentes depuis avril dernier mais ne s'était pas encore vraiment mis au travail, a indiqué au

DEVOIR, hier soir, M. Paul Dejean, responsable du bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens.

La principale décision prise à la réunion d'hier a été de mandater le nouveau comité pour s'occuper de tout le dossier du taxi à Montréal.

Le comité s'est mis à l'oeuvre sur-le-champ en expédiant à M. Benoit Leclerc, gérant de la compagnie SOS Taxi, une lettre dans laquelle il proteste «avec la dernière énergie» contre le congédiement récent, par cette compagnie, d'une vingtaine de

chauffeurs haïtiens. On rappelle «les droits de chacun de travailler selon ses possibilités et ses compétences» et on exige que la compagnie SOS retire ses «mesures injustes» à l'endroit des chauffeurs haïtiens et que ceux-ci soient «rétablir immédiatement dans leurs droits».

Le nouveau comité a également invité les églises et groupes communautaires à appuyer officiellement les reven-

dications des chauffeurs haïtiens.

La réunion d'hier, ouverte surtout aux chauffeurs de taxi, sera élargie à toute la communauté, «haïtienne aussi bien que québécoise en général», a précisé M. Dejean. Une autre rencontre est donc prévue pour dimanche prochain, 15 heures, au local de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, 6970, rue Marquette.

# Le président de l'Institut C.D. Howe La seule solution contre l'inflation: les sacrifices

Les sacrifices à court terme recommandés dans le dernier budget fédéral sont la seule solution contre l'inflation, a déclaré hier le président de l'Institut C.D. Howe.

Si les Canadiens acceptent les augmentations de salaire limitées à 6% proposées par Ottawa, plutôt que de demander plus de négociations à venir, a postulé M. Carl Beigie, au cours d'une entrevue radiophonique, ils en retireront des bénéfices.

«La conséquence de ces sacrifices pourrait être la réduction de l'inflation, la baisse des taux d'intérêt, l'augmentation de l'emploi et le renforcement du dollar canadien», a-t-il souligné.

«Le gouvernement tente présentement de ne pas faire porter le poids de la crise à quelques uns, mais de lancer une campagne collective, où chacun jouera un rôle dans le redressement économique du pays», a dit M. Beigie.

Si le président de l'Institut C.D. Howe appuie la mesure fédérale visant à réduire les augmentations de salaire à 6% cette année et 5% l'an prochain, il n'appuie pourtant pas le gouvernement dans le reste de ses actions.

«Les Canadiens ont parfaitement le droit de s'inquiéter non seulement devant ce qu'a fait le gouvernement, mais en ce qui concerne la fermeture de l'entreprise jusqu'au 3 octobre.

les folies, l'inefficacité, le gaspillage du type Mirabel ou Jeux olympiques. Ce gouvernement devrait démissionner», a affirmé M. Beigie.

Il s'est également montré critique à l'égard du mouvement syndical et du refus, par ses dirigeants la semaine dernière, des hausses limitées des salaires.

«Je n'ai qu'une chose à dire aux dirigeants syndicaux. C'est que s'ils veulent jouer ce jeu-là, ils vont rapidement en découvrir la conséquence: plus de chômage», a conclu M. Beigie.

# Chômage de 30% à Sudbury

SUDBURY Ont. (PC) — Avant la fin de l'été, le centre fédéral d'emploi à Sudbury versera hebdomadairement \$5 millions à près de 30 pour cent de la main-d'oeuvre native de la ville.

Le directeur du bureau, M. Roland Proulx, a déclaré hier qu'il y a actuellement 12.500 bénéficiaires de l'assurance-chômage à Sudbury, qui recoupe globalement \$2.600.000 par semaine.

Toutefois, ce nombre augmentera de 10.000 quand les travailleurs d'Inco Metals, le plus gros employeur de Sudbury, commenceront à toucher des prestations d'assurance-chômage par suite de la fermeture de l'entreprise jusqu'au 3 octobre.

# L'AMÉTIÉO

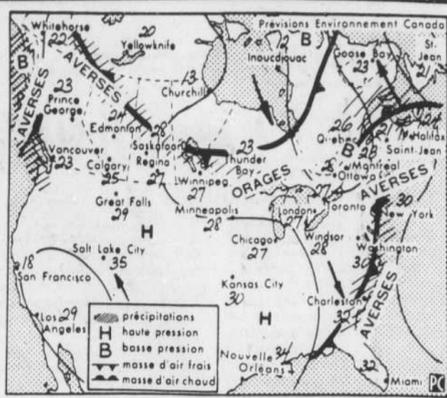
Une dépression située sur le centre-ouest du Québec se déplace lentement vers l'est apportant de la pluie pour le centre du Québec. Pour le sud de la province les précipitations seront sous forme d'averses ou d'orages.

Table with columns: CANADA, TEMPS, MIN, MAX. Lists weather forecasts for various Canadian cities like Vancouver, Toronto, Montreal, etc.

Table with columns: ÉTATS-UNIS, TEMPS, MIN, MAX. Lists weather forecasts for various US cities like New York, Chicago, Los Angeles, etc.

Table with columns: QUÉBEC, TEMPS, MIN, MAX. Lists weather forecasts for various Quebec cities like Montreal, Quebec, etc.

Table with columns: AMÉRIQUE CENTRALE, TEMPS, MIN, MAX. Lists weather forecasts for various Central American countries.



Prévisions de la carte de temps à midi aujourd'hui

Table with columns: RETROSPECTIVE, TEMPERATURES, MIN, MAX. Lists historical weather data for various locations.

Table with columns: LE MONDE, TEMPS, DEGRÉ, HEURE. Lists weather forecasts for various international locations.

Table with columns: PRÉCIPITATIONS, PLUIE (mm), NEIGE (cm). Lists precipitation and snowfall data for various locations.

# AVIS PUBLICS

A BASILINI IMPORT-EXPORT LTD. A BASILINI IMPORT-EXPORT LTD. Avis est donné que A BASILINI IMPORT-EXPORT LTD. a été vendue, cédée et transférée par ELANSTYL DIFFUSION L.T.E.E. à la BANQUE DE MONTRÉAL.

COMPAGNIE FINANCIÈRE CANADIENNE Avis est par les présentes donné conformément à l'article 1571D du Code de la Province de Québec.

PUBLICATION TRANSFERT DE PERMIS Prenez avis que M. Willie Bourque, Dalhousie Station Cst Soulanges, Qué. détenteur du permis M-300074-003 s'adresse à la Commission des transports du Québec.

VILLE DE MONTRÉAL SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS APPEL D'OFFRES

Égout et conduite d'eau: RUE 321-19 (avenue de ST-CASTIN), d'un point au sud de l'avenue de St-Castin à l'avenue de St-Castin.

Reconstruction de trottoirs: Avenue MONKLAND, deux côtés, de l'avenue Montclair à l'avenue Coronation.

Construction de chambres de vannes de vidange Contrat: A-232 La date d'ouverture des plis Les conditions et les exigences sont contenues dans les documents que l'on peut obtenir aux bureaux du

Construction de chambres de vannes de vidange Contrat: A-232 La date d'ouverture des plis Les conditions et les exigences sont contenues dans les documents que l'on peut obtenir aux bureaux du

Quel que soit le mode d'expédition que le soumissionnaire choisit d'adopter, toute soumission doit, pour être valablement reçue, se trouver physiquement le jour fixé pour son ouverture, entre Dame est, Montréal, avant l'heure de midi. Les soumissions seront ouvertes à midi au bureau du greffier de la Ville à la chambre 120.

Hôtel de Ville LE 12 JUILLET 1982 Le Greffier, Marc Boyer, C.R.

FRANK HASON CONSTRUCTION LTD. PRENEZ AVIS que FRANK HASON CONSTRUCTION LTD., ayant son siège social à Montréal, demandera au Ministère des Institutions financières et Coopératives la permission d'abandonner sa charte.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC TRIBUNAL DE LA JEUNESSE NO. 500-43-000 353/82 ORDONNANCE D'ASSIGNATION ET DE SIGNIFICATION PAR AVIS PUBLIC

COUR SUPÉRIEURE (Division des Divorces) JEANNE HOYSE, résidente et domiciliée en les cités et districts de Montréal, présentement de lieux inconnus.

ADRIEN MORIN, présentement de lieux inconnus. INTIME PAR ORDRE DE LA COUR L'intime ADRIEN MORIN est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la présente publication.

AVIS François Nolin Limitée, filiale à part entière de Corporation Provost Ltée, donne avis à la Commission des transports du Québec.

AVIS Me LUCIE DICK s/s Gilbert Magnan Ass., 2020 Université, #1500 Montréal, P.Q. H3A 2A5 PROCUREUR DE LA REQUÉRANTE

AVIS DE DEMANDE DE CHANGEMENT DE NOM AVIS est donné à CLAUDE ROULEAU, infirmière, domiciliée et résidant au 4854 de la rue Côte des Neiges, #1503 en les cités et districts de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice de la Province de Québec.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC TRIBUNAL DE LA JEUNESSE NO. 500-43-000 353/82 ORDONNANCE D'ASSIGNATION ET DE SIGNIFICATION PAR AVIS PUBLIC

COUR SUPÉRIEURE (Division des Divorces) JEANNE HOYSE, résidente et domiciliée en les cités et districts de Montréal, présentement de lieux inconnus.

ADRIEN MORIN, présentement de lieux inconnus. INTIME PAR ORDRE DE LA COUR L'intime ADRIEN MORIN est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la présente publication.

AVIS François Nolin Limitée, filiale à part entière de Corporation Provost Ltée, donne avis à la Commission des transports du Québec.

AVIS Me LUCIE DICK s/s Gilbert Magnan Ass., 2020 Université, #1500 Montréal, P.Q. H3A 2A5 PROCUREUR DE LA REQUÉRANTE

# Hydro-Québec APPELS D'OFFRES

Pour 10h30, heure de Montréal, aux dates indiquées

ECP-82-1918 le mardi 10 août 1982 poste Cap-de-la-Madeleine Comté de Champlain	PME-82-1912 le mardi 17 août 1982 Région Mauricie Aménagement Shawinigan 2	EPC-82-1920 le mardi 17 août 1982 Centrale Beauharnois Comté de Beauharnois
BÂTIMENT DE COMMANDE, INSTALLATION ÉLECTRIQUE INITIALE ET TRAVAUX CONNEXES DE GENIE CIVIL AINSI QUE MODIFICATIONS AU POSTE EXISTANT	REEMPLACEMENT, RÉPARATION ET PEINTURE DU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR ET DES CHARPENTES MÉTALLIQUES DE LA GALERIE DES CABLES	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE PROTECTION INCENDIE DE GICLERS AUTOMATIQUES POUR 4 TRANSFORMATEURS ET 2 DISJONCTEURS
Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec	Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec	Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec
Garantie de soumission: 100 000 \$	Garantie de soumission: 12 000 \$	Garantie de soumission: 7 000 \$

ASG-82-1916 le mardi 10 août 1982 Siège social et ses dépendances Montréal ASG-82-1913 le mardi 3 août 1982 Siège social et ses dépendances Montréal | ASG-82-1920 le mardi 3 août 1982 Siège social et ses dépendances Montréal et environs || SERVICES DE DÉNEIGEMENT DES STATIONNEMENTS ET ENTREES | ENTRETIEN ET FOURNITURE OCCASIONNELLE DE PLANTES NATURELLES D'INTÉRIEUR | SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE ET DE CAMIONS POUR DÉMÉNAGER DU MOBILIER DE BUREAU |
| Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec | Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec | Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec |
| Garantie de soumission: 4 000 \$ | Garantie de soumission: 3 000 \$ | Garantie de soumission: 7 000 \$ |

Toutes les conditions de chacun des appels d'offres sont contenues dans le document qui est disponible pour examen et peut être obtenu contre un paiement NON REMBOURSABLE de 25\$ pour chaque exemplaire complet, chèque visé ou mandat payable à Hydro-Québec, du lundi au vendredi inclusivement de 8h30 à 16h30 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC DIRECTION DES CONTRATS BUREAU N° 809 75 OUEST, BOUL. DORCHESTÉ MONTRÉAL, QUE., CANADA H2Z 1A4 Pour renseignements, tél.: (514) 289-2895 La garantie de soumission susmentionnée doit être, au choix du soumissionnaire soit un chèque visé soit un bon de garantie de soumission, au montant indiqué. Lorsqu'il est indiqué ci-haut qu'une soumission partielle est acceptable, la garantie choisie doit être d'un montant égal au multiple de 1.000\$ le plus près de DIX POUR CENT (10%) de la somme totale de la soumission ou de la proposition la plus élevée, jusqu'à concurrence du montant mentionné ci-dessus. Seules les personnes, sociétés et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau sus-indiqué sont admises à soumissionner. Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'un quelconque ou toutes les soumissions reçues. Le Directeur général Approvisionnement Roger A. Labrie

# Carrières et professions

Les postes sont offerts également aux hommes et aux femmes

## L'HÔPITAL ST-VINCENT D'OTTAWA recherche DEUX PSYCHOLOGUES CLINIENS(NES)

L'Hôpital est une institution bilingue de 540 lits qui se spécialise en réadaptation et en soins prolongés. Le programme de réadaptation multi-disciplinaire est affilié à l'Université d'Ottawa et comprend 50 lits de soins actifs.

Un des psychologues cliniciens(nes) devra consacrer environ la moitié de son temps à faire de la psychothérapie individuelle avec des patients dans une clinique de psychiatrie. L'autre psychologue clinicien(ne) devra consacrer la plus grande partie de son temps à la psychogériatrie. Les candidats devraient aussi être intéressés à un ou plusieurs des domaines suivants: psychothérapie de groupe; réadaptation; médecine comportementale; neuro-psychologie appliquée. La supervision de psychométriciens et de stagiaires fera aussi partie des tâches.

Les candidats devront posséder un Ph.D. en psychologie clinique et satisfaire les critères de la province (Ontario Board of Examiners). La connaissance des deux langues (français et anglais) serait un atout.

Les postulants devront envoyer leur curriculum vitae ainsi que trois lettres de référence aux:

Services du Personnel Hôpital St-Vincent 60, rue Cambridge Ottawa, Ontario K1R 7A5



SPORTS

La Nationale domine l'Américaine depuis Jackie Robinson

par Richard Milo
«La ligue américaine dominait le baseball majeur avec les Ruth, Fox, Gehrig. La ligue nationale dut ouvrir ses portes aux joueurs noirs et latino-américains et elle offrit alors du jeu plus agressif...»

prometteur, peu importe sa race ou sa nationalité. Mais le style agressif de la Ligue nationale fait partie de sa tradition et tout joueur ayant évolué dans les circuits l'admet volontiers. Dans la Nationale, à l'exemple d'un Pete Rose qui

match de demain, et pour fêter dignement la présentation du match pour la première fois à Montréal, les Expos ont invité neuf contemporains de Robinson, originaires de huit pays différents, pour lancer la première balle avec deux vedettes du baseball en Corée et au Japon, Isao Harimoto et Shigio Nagashima.

sieurs records du match des étoiles et il est largement responsable de la remontée spectaculaire de la Ligue nationale. En 1950, la Nationale n'avait triomphé qu'à quatre reprises en 16 rencontres mais Mays, le «Say hey kid» des Giants, a brillamment pris la relève de Robinson. En 24 participations, en 75 présences au marbre, Mays a marqué 20 points, réussit deux doubles, trois triples et trois circuits, volé six buts. Son absence évitera au baseball majeur l'humiliation de commentaires peu flatteurs à l'égard de Kuhn, dont le leadership est remis en cause par plusieurs propriétaires.

dera Lasorda dans ses fonctions, demain. Un seul regret: Jeff Reardon, 3-1 14 victoires protégées et une m.p.m. de 1.79, qu'on a oublié, délaissé. A New York comme à Montréal, dans l'ombre

Mais attention. Ne misez pas sans réfléchir sur la Nationale. Cette année, Billy Martin, d'Oakland, gère la formation de l'Américaine. Ces exploits pugilistiques, sur le terrain, dans le vestiaire, dans les bars, révèlent que l'ex-deuxième-but des Yankees de New York a depuis longtemps adopté le style de la Ligue nationale...



Les Giants frappent cinq circuits en solo Les Expos terminent par une autre défaite

par Bernard Cyr
Le vestiaire des Expos ressemblait hier à celui d'un lendemain de défaite décisive en Série mondiale, même si ce n'était que la première moitié de saison qui venait de se terminer par une défaite de 8-7 en 10 manches contre les Giants de San Francisco, devant 36.090 spectateurs.

allusion à la fiche de 5-15 de son équipe au cours de cette période. Et, enfin, lorsqu'on lui a demandé quel était le remède dont avait besoin son équipe, Fanning a laissé tomber: «Vous avez vu les 20 derniers matchs comme moi. Libre à vous d'écrire des noms. Vous avez le privilège de le faire et vous devez montrer courageux dans vos écrits. Je pourrais vous énumérer des mots vides de sens, mais je préfère que vous parliez aux joueurs. Et ne croyez surtout pas que j'essaie d'éviter votre question.»

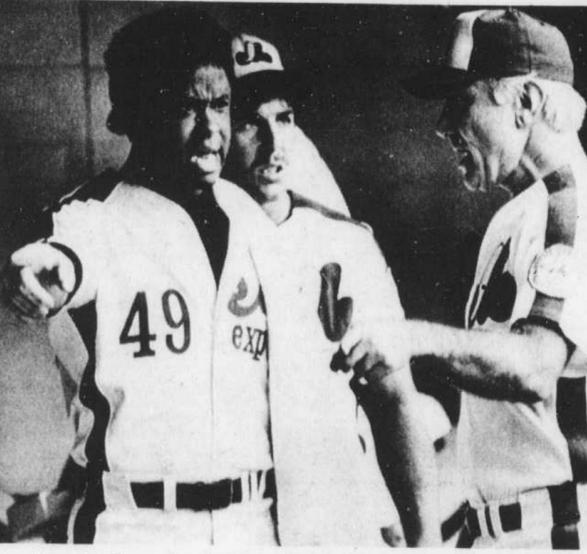
ques pieds, et n'a eu aucune peine à prendre Cromartie à contre-pied. Ceci explique, en partie, que les Expos ont pu perdre la

rencontre malgré le fait qu'ils aient cogné six coups sûrs de plus que leurs adversaires (16 contre 10), mais ce n'est pas la seule façon d'expliquer les choses.

Les lanceurs des Expos ont en effet concédé cinq coups de circuit en solo aux frappeurs

des Giants et le partant Scott Sanderson a été le plus durement touché avec quatre coups de quatre buts contre lui, dont trois consécutifs en deuxième manche. Les quatre coups de circuit accordés par Sanderson ont égalé un record d'équipe peu enviable établi par Steve Renko, le 24 septembre 1974.

Table with 2 columns: GIANTS 8, EXPOS 7. Lists player statistics including LeMastr, Morgan, CDavis, Clark, RSmith, Bergin, May, Summers, Wohlfrd, OMalley, Holland, Minton, Fowlkes, Barr, Evans, Raines, Gates, Norm, Blackw, Carter, Dawson, Francon, Gates, Gulden, R. Johnson, W. Johnson, Mills, Norman, Oliver, Raines, Speier, Taveras, Wallach, White, Burris, Fryman, Gullickson, Palmer, Reardon, Rogers, Schatzeder, Sanderson, Smith.



Le gérant des Expos, Jim Fanning, ramène Warren Cromartie à l'ordre en deuxième manche du match de samedi, que les Expos ont remporté 8-4. Cromartie a couru nonchalamment à la suite d'un ballon et l'instructeur Vern Rapp, puis Fanning, l'ont sermonné.

Table with 2 columns: GIANTS 4, EXPOS 8. Lists player statistics including LeMastr, Morgan, CDavis, Clark, RSmith, May, Summers, Venab, Laskey, Breining, Venable, Lavelle, Barr, Evans, Fryman, Gullickson, Holland, Speier, Schatzeder, Sanderson, Fowlkes, Minton, Sanderson, RSmith, Schatzeder, Burris, Reardon.

Table titled 'Ligue Nationale' and 'Ligue Américaine' showing team statistics for various MLB teams like Philadelphia, St. Louis, Pittsburgh, Montreal, etc.

Fanning, non coupable (Oliver)

(PC) — «Jim Fanning ne doit pas être blâmé pour nos insuccès». Le vétérinaire joueur de premier but Al Oliver est catégorique. Et, dans les circonstances, alors que l'opinion publique semble vouloir majoritairement sa tête — «parce qu'un changement s'impose quand une équipe va mal» —, ses propos étonnent.

Le Championnat des golfeurs professionnels Thorpe gagne en ronde supplémentaire

FORT-ERIE (PC) — L'Américain Jim Thorpe a remporté le championnat de l'Associations des golfeurs professionnels du Canada, à Fort Erie, en battant le Canadien de Richmond, Dave Pars, au troisième trou d'une ronde supplémentaire.

McEnroe, difficilement

ST-LOUIS, Missouri (AFP) — Les États-Unis ont finalement battu la Suède par 3 victoires à 2, en quart de finale de la Coupe Davis.

Carew remplacé

NEW YORK (AP) — Le premier-but Rod Carew, des Angels de la Californie, choisi pour participer au match des étoiles à l'issue du scrutin populaire, ne pourra participer à la rencontre. Il a été choisi pour la 16ième fois.

Grand Prix Rothmans Millar triomphe à Québec

QUEBEC (PC) — Le vétérinaire Torchy Millar, de King, en Ontario, a effectué un retour de toute beauté au concours hippique de Québec hier en remportant le Grand Prix Rothmans devant un des maîtres de cette discipline, Rodney Jenkins, à l'hippodrome de Québec en présence d'environ 3.000 spectateurs.

Table titled 'LIGUE NATIONALE' and 'LIGUE AMÉRICAINNE' showing detailed team statistics for various MLB teams.

Table titled 'Ligue Canadienne' showing statistics for various Canadian baseball leagues like Toronto, Montreal, Hamilton, etc.

Peete vainqueur

Milwaukee (Wisconsin) (AFP) — Avec une semaine d'avance, Calvin Peete, un des rares golfeurs noirs avec Lee Elder du circuit professionnel, a fêté son 39e anniversaire en remportant hier l'Open de Milwaukee, avec une carte finale de 274, soit 14 sous le par.

SPORTS

L'Italie s'adjuge un 3e titre mondial

Le réalisme italien renverse les légendes

MADRID, (AFP et Reuter) — On pouvait donc être champion du monde en ne marquant qu'un seul but lors de ses trois premiers matchs, en ne réussissant à battre ni la Pologne, ni le Pérou, ni le Cameroun, en se conduisant comme un commando de voyous l'espace d'une soirée argentine, à Barcelone, et en manquant enfin un penalty au cours de la finale.

terrible affrontement en demi-finale face à la France. Véritable ressuscité de la deuxième partie du Mondial, Paolo Rossi a ouvert le score pour l'Italie à la 56e minute, devenant ainsi le meilleur de l'édition 1982 avec six buts, devant Karl-Heinz Rummenigge (5 buts).

Les futurs vainqueurs étaient accablés par le sort à plusieurs reprises en début de match. Dès la 7e minute, ils perdaient leur avant-centre Franco Graziani, touché à l'épaule droite.

brésilien Arnaldo Coelho, très à l'ouvrage dans cette confrontation musclée, sifflait un penalty pour faute de Bernd Forster sur Rossi.

Les supporters italiens criaient déjà victoire, mais Cabrini, chargé des hautes œuvres, tirait à côté du but de Schumacher.

Après quelques timides tentatives de Klaus Fischer (33e) et de Bernd Forster (38e), qui faisaient pendre aux lèvres de Bruno Conti, le plus dangereux des attaquants italiens, la

mi-temps était sifflée sur un score vierge et sous les sifflets du public. Le premier quart d'heure à la reprise débouchait à nouveau sur un football ennuyeux et haché par de nombreux coups francs.

pas tarder à creuser l'écart. A la 69e minute, Marco Tardelli, abandonnant exceptionnellement son rôle d'ange gardien de Breitner, contournait la défense ouest-allemande aux 20 mètres et, d'un tir croisé du gauche, logeait la balle hors de portée de Schumacher.



L'Italien Tardelli devance l'Allemand Bernd Forster et il déclenche du pied gauche un tir que le gardien Schumacher ne pourra bloquer, donnant l'avance 2-0 à son équipe en finale du Mondial, hier.

Italie 3, RFA 1

Rossi (Italie-57e min.): coup franc de Gentile à 35 mètres sur la droite de l'attaque italienne. La balle file dans le dos de la défense allemande, est manquée par Cabrini, mais pas par Rossi qui, de la tête, à cinq mètres de Schumacher ouvre le score.

Altobelli (Italie-81e min.): échange de balle entre trois Italiens à l'intérieur même sur la surface allemande. Altobelli, dernier servi, évite la sortie de Schumacher et glisse du gauche la balle au milieu du but malgré un retour de Kaltz.

La finale serait rejouée à Monaco

MADRID (Reuter et AFP) — M. Joao Havelange, président de la FIFA, a déclaré hier qu'il avait l'intention d'organiser une revanche de la finale du Mondial Italie-RFA, en 1984 à Monaco.

La France utilise ses réservistes La Pologne termine 3e

ALICANTE (AFP) — La Pologne a enlevé la troisième place du Mondial 1982 en battant la France 3-2, samedi soir, au stade Rico Perez d'Alicante, au terme d'un match d'excellente qualité et animé, de bout en bout, par deux équipes jouant dans un esprit résolument offensif.

Quant à Antoni Piechniczek, l'entraîneur polonais, il a quitté la conférence de presse sans faire de déclaration.

plus imaginatifs et percutants avec la rentrée de Zbigniew Boniek, qui avait fait tant défaut jeudi contre l'Italie, et d'Andrzej Szarmach, qui effectuait sa rentrée à la place de Włodzimierz Smolarek suspendu, ont annihilé leurs efforts juste avant la mi-temps.

La beauté ne suffit pas...

MADRID (Reuter) — Malgré sa défaite la veille face à la Pologne, l'équipe de France est à nouveau l'objet de louanges dans la presse espagnole.

«Si cette équipe sait retenir les leçons du Mondial, elle peut et doit aller plus loin et s'épanouir davantage», a déclaré Hidalgo à Reuter.

«Un bilan à chaud ne m'intéresse pas. Il nous faut d'abord savourer notre joie», a-t-il dit.

SOCCER

Table with soccer results for Ligue Nord-Américaine and Mondial. Columns include team names and scores.

Table with soccer results for Ligue Nord-Américaine. Columns include team names and scores.

Coupe Davis Noah invincible

PARIS (AFP) — La France, conduite par un superbe Yannick Noah, a battu la Tchécoslovaquie par trois victoires à deux au Stade Roland-Garros de Paris, sous un soleil écrasant, en quarts-de-finale de la Coupe Davis.

en 1981 contre Bjorn Borg, a été de toute beauté. Mené par deux sets à un, le numéro un français, grâce à un service et un jeu d'attaque magnifiques, a arraché la victoire en s'adjugeant le quatrième set après avoir été mené 1-3 et en gagnant le cinquième avec un break dans l'aviant dernier jeu.

Les chiffres du Mondial

MADRID, Reuter — Voici quelques chiffres sur la phase finale du mondial: 146 buts marqués en 52 matches. Moyenne 2.8 but par match. Meilleur buteur: Paolo Rossi (Italie) six buts.

Advertisement for Peugeot 1981, Neuve. Includes the Peugeot logo, model name, and pricing information.

CARTES D'AFFAIRES

Advertisement for business cards and services. Lists various companies like Robic, David, Boulva, and Belzile, along with their contact information.

Advertisement for the Régie des permis d'alcool du Québec. Includes information about alcohol permits and a table with details.

Large advertisement for 'Le Devoir' newspaper. Features a headline about Ottawa's election results and a picture of a person on a bicycle. Includes contact information for the printing service.



# Les coopératives de consommation

## Le commencement de la fin?

Si aucune orientation nouvelle n'est prise, susceptible d'entraîner des engagements, l'avenir des coopératives de consommation ne paraît guère prometteur.

par  
Laurent Labrecque

L'auteur de cet article a déjà été membre de conseils d'administration de comptoirs alimentaires et d'un garage coopératif. Il prépare actuellement une thèse de doctorat en science politique, à l'Université Laval, sur les facteurs de croissance des coopératives de consommation.

L'IMPORTANT déficit de la Fédération des magasins Coop, qui l'a conduit à une saisie de ses actifs par la Banque Nationale, pourrait sans doute être analysé à la lumière de la désastreuse conjoncture économique actuelle avec ses taux d'intérêts phénoménaux et la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs: on pourrait aussi examiner les actions posées dans cette affaire par la Banque Nationale et le Mouvement Desjardins. Pourtant, au-delà de ces données conjoncturelles et de ces décisions administratives, se profile toute la question des possibilités et des moyens de développement d'un secteur coopératif de consommation.

Depuis la fin des années soixante en particulier, la Fédération des magasins Coop a tenté de diverses façons de sortir du secteur coopératif de consommation de la désuétude progressive, nous pourrions presque dire de la folklorisation où il était en train de s'enliser. Même si plusieurs coopératives de consommations existaient avant, c'est entre la fin des années trente et 1950 que le plus grand nombre de coopératives de consommation ont vu le jour, dans le prolongement des effets et du souvenir de la grande crise économique et souvent à l'instigation de mouvements d'action sociale, d'inspiration catholique; plus de deux cents coopératives sont nées à cette époque selon Marie-

Claire Melo (1); certaines coopératives offraient exclusivement des produits alimentaires, d'autres y ajoutaient la quincaillerie, tandis qu'un bon nombre étaient des coopératives mixtes, c'est-à-dire à la fois agricole et de consommation.

Dans les deux décennies qui ont suivi cette période, le secteur coopératif de consommation a cependant connu une léthargie, disparaissant à toutes fins pratiques des milieux urbains où il n'avait d'ailleurs eu qu'une faveur mitigée.

En introduisant la formule du Cooprix, magasin à grande surface mieux adapté aux besoins et aux goûts des consommateurs urbains, plus compétitif face à la prolifération de succursales des grandes chaînes d'alimentation, la Fédération avait déjà franchi un pas important. En se dotant ensuite d'une politique d'expansion lui permettant aussi bien de répondre à la demande d'un groupe de consommateurs désirant avoir un magasin coopératif, d'acheter des magasins non-coopératifs pour les transformer ensuite en Cooprix, d'implanter elle-même des Cooprix là où le marché lui semblait favorable, de faire au besoin une animation parmi un groupe de consommateurs dans le but d'en faire des membres d'une coopérative à former, la Fédération tentait de devenir le véritable moteur de la croissance du secteur coopératif de consommation.

Elle essayait ainsi de suppléer à l'action des consommateurs qui devraient, dans le modèle coopératif traditionnel, être les initiateurs des coopératives, ceux qui, ressentant un besoin économique, s'occupent de recruter des membres, d'obtenir un financement, de se procurer un local, bref de faire toutes les démarches longues, souvent fastidieuses — et non rémunérées — de l'implantation d'une coopérative. En fait, les initiatives du milieu les plus nombreuses au cours de la période fortement inflationniste des années soixante-dix ont pris la forme de comptoirs alimentaires ou clubs coopé-



tifs de consommation, dont un grand nombre est resté hors du giron de la Fédération, et de quelques coopératives d'alimentation naturelle dont les objectifs et les activités se situent complètement hors du champ de la Fédération.

C'est en fait le prix de cette action — de cette tentative de dépasser son rôle de grossiste et de fédération fournissant des services aux coopératives membres pour devenir le véritable agent du développement du secteur coopératif de consommation — que paie aujourd'hui la Fédération des magasins Coop. Aux prises avec des anciens magasins de la chaîne Dominion peu rentables et dont les coûts en intérêts sont nécessairement élevés, devant supporter les déficits de magasins non rentables durant les premières années après leur ouverture, subissant une bonne partie des coûts d'une erreur comme celle de l'implantation d'un Cooprix dans le Centre commercial de la Capitale à Québec — décision où le goût de faire «moderne» nous paraît avoir été un mauvais conseiller —, n'ayant pas la structure financière ni les réserves nécessaires pour passer à travers cette période difficile, la Fédération doit aujourd'hui baisser pavillon.

Doit-on y voir le commencement de la fin pour les coopératives de consommation au Québec, secteur qui est déjà un parent pauvre de la coopération si on le compare aux caisses d'épargne et de crédit ou aux coopératives agricoles, ou encore au secteur coopératif de consommation dans certains pays européens comme la Suède ou la Grande-Bretagne?

Il semble déjà que plusieurs coopératives locales, dans une situation financière précaire et en dette avec la Fédération, devront fermer leurs portes. Les autres pourront toujours s'approvisionner ailleurs: une entente d'approvisionnement avec le groupe des Épiceries-unis Métro-Richelieu semble déjà conclue; ceci s'ajoute à ce qui s'est déjà vu de coopératives effectuées déjà la majeure partie de leurs achats en gros ailleurs qu'à la Fédération; c'est le cas notamment de la Coopérative des consommateurs de Montréal, la plus grande d'entre elles avec ses quatre Cooprix, qui n'achète que dans une proportion de 30% à la Fédération (2).

Plus grave que le problème de l'approvisionnement à court terme nous paraît celui de la survie et surtout de la croissance du secteur coopératif de consommation.

Les comptoirs alimentaires pourront sans doute continuer à fonctionner sans beaucoup de heurts pour la plupart; ils n'ont qu'un faible besoin en capital et s'approvisionnent simplement ailleurs. Je doute cependant que cette formule, toute intéressante qu'elle soit par son caractère populaire et son degré élevé de participation des membres puisse arriver à constituer un secteur significatif du marché de l'alimentation et ainsi agir sur ces processus.

Exigeant de leurs membres un travail bénévole pour suppléer l'absence de personnel, opérant souvent dans des locaux réduits et offrant un choix assez limité, il est peu probable que les comptoirs puissent rallier suffisamment de membres pour connaître une croissance importante dans l'avenir. Fût-il une tentative pour combattre une inflation continue des produits alimentaires, ils ne peuvent sans doute aider leurs membres à économiser sur leur marché d'épicerie en fournissant quelques heures de travail mensuellement, mais ils ne peuvent guère prétendre agir sur le marché de l'alimentation lui-même.

D'autre part, depuis quelques années, plusieurs coopératives régionales de consommateurs ont été mises sur pied, en milieu urbain notamment. Ces coopératives régionales sont formées d'une seule association de membres, d'une seule entité juridique, mais possèdent ou peuvent posséder plusieurs magasins sur un territoire donné. Nous avons déjà mentionné le cas de la Coopérative des consommateurs de Montréal, mais il en existe plusieurs autres sur le territoire québécois. On pourrait croire que ces coopératives régionales puissent se substituer à la Fédération dans l'implantation de nouveaux magasins coopératifs; ces implantations exigent cependant un apport important de capital que la Fédération ne pourra plus fournir et les institutions financières, y compris les institutions financières coopératives, seront certainement plus hésitantes à consentir des prêts suite à l'expérience de la Fédération. De plus, l'implantation suppose des études de marché, la préparation de plans et devis, du recrutement, de la promotion, bref des ressources que les coopératives régionales pourront difficilement supporter.

La situation de groupes qui voudront planter des coopératives hors du territoire des coopératives régionales sera encore plus précaire. La Société de développement coopératif, à condition de disposer des ressources nécessaires, peut apporter une aide financière et technique; son champ d'action s'étend cependant à plusieurs secteurs coopératifs et son rôle est davantage celui de recevoir des demandes que de susciter des initiatives.

Fondamentalement, le problème majeur sera celui de la motivation à créer de

nouvelles coopératives, à planter de nouveaux magasins.

La Fédération était sans doute le seul organisme dont les intérêts allaient nettement dans le sens de la recherche d'une croissance de ce secteur coopératif: ses gestionnaires ne pouvaient trouver que des avantages dans une croissance qui leur permettait d'accroître leur sphère d'influence, le niveau de leurs rémunérations, leur statut, en même temps qu'elle pouvait satisfaire des motivations idéologiques.

Pour les simples membres, l'intérêt à cette croissance est beaucoup moins évident: l'ouverture d'autres magasins coopératifs suppose une certaine accumulation de capital et donc le prélèvement d'un certain surplus dans le prix des marchandises. L'espoir d'un pouvoir d'achat plus grand des coopératives par l'ouverture de nouveaux magasins et par conséquent d'une réduction des coûts risque même de s'estomper avec l'entente avec le groupe des Épiceries-unis Métro-Richelieu puisque ce pouvoir d'achat ne dépendra plus prioritairement du marché coopératif. La croissance des coopératives accompagnée de l'augmentation du nombre de membres et d'une plus grande complexité administrative tend à rendre le simple membre encore plus anonyme dans une organisation où il devrait pourtant en principe être le dépositaire du pouvoir. Les assemblées générales risquent de devenir encore plus des instances de légitimation de décisions déjà prises.

Peut-on compter sur une motivation idéologique qui viendrait en quelque sorte compenser les difficultés pratiques créées par l'expérience malheureuse de la Fédération? Mais quelle idéologie? Avec les années de croissance que nous avons connues depuis la dernière guerre, beaucoup de Québécois, devenus des consommateurs peu attentifs aux qualités des produits achetés, aspirant à faire partie de plein droit d'un univers de consommation parfois ostentatoire, ont eu tendance à boudier les coopératives de consommation perçues comme un mauvais souvenir d'une autre époque, une époque de pauvreté. Le sens collectif s'est souvent perdu au profit de l'individualisme ou d'un corporatisme qui se présente sous le visage de l'intérêt collectif. D'un autre côté, les grandes organisations coopératives, dans le secteur de la consommation comme dans les autres, et ce malgré — ou à cause de? — une implantation déjà ancienne et une part de l'activité économique relativement importante, n'offrent pas une pensée très articulée; les objectifs sociétaux sont flous, pas toujours aisément identifiables, les moyens d'action parfois difficiles à distinguer de ceux de l'entreprise privée.

Il faudrait profiter de la situation économique actuelle et de l'échec de la Fédération des magasins Coop pour susciter un débat collectif sur les objectifs sociaux, les fonctions et les moyens d'action des coopératives, car le sort de la Fédération tient aussi à une carence dans la définition des finalités sociales qu'aucune forme de gestion ne peut remplacer. La gestion ne vaut que dans la poursuite d'objectifs et les objectifs de croissance sont fort bien servis par l'entreprise privée; les coopératives doivent trouver autre chose, sinon on est en droit de s'interroger sur leur utilité sociale.

Bien sûr, beaucoup de responsables de la Fédération devraient servir d'autres fins sociales que la simple croissance, mais il faudrait discuter de ces fins sur la place publique. Par exemple, les coopératives peuvent-elles prétendre offrir des prix intérieurs à leurs concurrents privés? Doivent-elles se contenter d'une certaine conception de l'éducation et de la protection des consommateurs-membres? Doivent-elles résoudre mettre l'accent sur l'achat de produits régionaux ou québécois? Doivent-elles viser à s'engager davantage dans la transformation des produits alimentaires? Les employés doivent-ils avoir la même statut et les mêmes pouvoirs que dans l'entreprise privée? Doit-on continuer de tenter de créer une grande organisation qui serait l'initiatrice, le moteur du développement ou au contraire tenter de multiplier les petites organisations autonomes en leur donnant les supports financiers et techniques nécessaires? La participation réelle des membres aux décisions n'est-elle qu'un mythe ou faut-il au contraire essayer de la ressusciter? Devrait-on attribuer à autant d'organismes différents les fonctions de grossiste, de définition et de promotion des objectifs, et d'aide financière et technique?

Bien sûr, le débat sur ces questions demeurera vain si les coopératives ne peuvent compter sur un support financier important du Mouvement Desjardins ou de l'État; mais si ce débat n'a pas lieu, si aucune orientation nouvelle susceptible d'entraîner des engagements n'est prise, l'avenir des coopératives de consommation ne nous paraît guère prometteur.

### Notes

1) *Naissance et croissance du secteur coopératif de consommation au Québec (1930-1953)*, mémoire de maîtrise en administration des affaires, Centre de gestion des coopératives, HEC, Montréal 1976

2) *Ensemble!* 21 mai 1982, vol. 29 no. 9.

## L'OLP éliminée

### Tirer les leçons politiques de l'échec libanais

par  
Thierry Hentsch

Professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

Une guerre d'Israël au Liban a toutes les apparences d'un succès: d'une façon ou d'une autre l'OLP sera sans doute éliminée en tant que force militaire. À cette heure cruciale pour l'OLP, il faut se demander comment elle en est arrivée là et quelles perspectives s'offrent encore à la résistance palestinienne.

La trajectoire de l'OLP, jusqu'à la guerre civile libanaise de 1975-76, a globalement suivi une courbe ascendante. Constituée sous l'égide de Nasser pour être un instrument docile aux mains de l'Égypte, l'OLP est passée sous le contrôle des forces vives de la résistance en 1969, deux ans après la cuisante défaite arabe de 1967. Depuis lors, le Fath, dirigé par Yasser Arafat, a toujours exercé et exerce encore une difficile hégémonie au sein de l'organisation. Difficile en raison de la cohabitation sous le même toit de nombreux groupes armés d'obédiences diverses, dont l'influence se

manifeste à la faveur des clivages qui menacent toujours l'unité du groupe majoritaire lui-même (le Fath). C'est dire qu'Arafat, malgré son prestige, n'est que le fragile point de rencontre d'une coalition où il ne dispose d'aucune majorité ferme, gagnée d'avance à ses politiques. Coalition dont la situation d'exil accroît la dépendance vis-à-vis des puissances extérieures.

Cette dépendance explique que l'OLP se soit donné pour priorité de se tailler une enclave provisoire, un sanctuaire en bordure d'Israël pour en faire le tremplin politico-militaire de sa lutte contre le sionisme. La première tentative s'est assez rapidement heurtée, en Jordanie, à la dure répression de l'armée bedouine fidèle au roi Hussein, lors du fameux Septembre noir de 1970. Le Liban offrait un terrain de repli idéal: un Etat faible, reposant sur un compromis fragile entre les principaux groupes socio-religieux du pays et doté d'une armée à son image, divisée et impuissante.

Ainsi, malgré Septembre noir, l'OLP, de Beyrouth, allait poursuivre son ascension diplomatique en déplaçant ses efforts vers la scène politique, tout en maintenant une certaine pression sur Israël à travers ses opérations de commando. Ces efforts aboutissaient en 1974 à une double reconnaissance internationale: par les États arabes (Jordanie comprise) et par l'ONU.

L'année 1974 marque donc une sorte d'apogée pour l'OLP, même si l'organisation continue par la suite de récolter certains succès diplomatiques sur le plan international (notamment auprès des Européens). Sur le plan régional, en revanche, le sanctuaire libanais va changer de visage avec la guerre civile qui s'y déclenche en 1975 et dans laquelle l'OLP va inévitablement tenir un rôle important. Ce rôle, elle le joue d'emblée, qu'elle le veuille ou non, dans le déclenchement même du conflit: devenue l'État dans l'État, l'OLP ne pouvait qu'affecter le rapport des forces interne au Liban et accentuer la crainte chez de nombreux chrétiens libanais de voir s'écrouler le compromis national tant bien que mal maintenu jusqu'alors en leur faveur. A leurs yeux, la guerre civile devait servir à bouter hors du Liban les forces palestiniennes ou du moins à y réduire considérablement leur emprise. Si, de son côté, l'OLP ne souhaitait pas cette guerre, elle n'avait cependant pas fait grand-chose pour en diminuer les risques. Plus précisément, la direction de la résistance n'était pas parvenue à imposer aux divers mouvements armés palestiniens une retenue et une discipline propres à atténuer les effets de leur présence. Bien des combattants, bien des groupes n'ont pas su, à cet égard, tirer la leçon des événements de Jordanie; d'autant moins qu'ils se trouvaient face à un Etat

manioté, sans bras armé efficace. En entraînant l'OLP dans son sillage, la guerre civile ne pouvait qu'aggraver cette situation: elle renforçait la tendance chez certains éléments des forces palestiniennes à se conduire comme en pays conquis.

Par ailleurs, en ouvrant la porte à l'intervention de la Syrie (1976), cette guerre débouchait sur la réduction de la marge de manœuvre de l'OLP. Marge qui devait se retrécir encore deux ans plus tard à l'issue de la première expédition militaire israélienne d'envergure au Liban. À partir de ce moment s'est accentuée une évolution amorcée par l'OLP dès avant la guerre civile libanaise. L'OLP n'était plus au Liban pour combattre Israël, contre lequel elle ne menait plus que des opérations symboliques. L'OLP était au Liban pour y durer, dans l'attente d'une hypothétique victoire dont on ne savait plus trop si elle devait être politique ou militaire. Dès lors, la direction de la résistance devait mettre la priorité sur la consolidation indéfinie de son Etat provisoire au Liban et sur le renforcement de la structure de pouvoir qu'elle avait réussi à y installer. Bref, impuissante à inquiéter militairement Israël, plongée jusqu'au cou dans le conflit interne libanais et surveillée par l'occupant syrien, l'OLP s'enfermait depuis plusieurs années dans un cercle vicieux de plus en plus étroit. D'autant plus que ses graves divisions internes l'empêchaient de prendre ouvertement des initiatives audacieuses pour déplacer la lutte contre Israël carrément sur le plan politique: le seul, à mon sens, où elle pouvait espérer marquer des points.

Paradoxalement, c'est ce cercle vicieux que l'invasion israélienne au Liban, quelle tournure qu'elle prenne, va peut-être permettre aux Palestiniens de briser. N'était l'atrocité de cette guerre, je ne craindrais pas de dire qu'elle pourrait finir par rendre service, sinon à l'OLP telle qu'elle est aujourd'hui, du moins à la cause palestinienne à longue échéance et à l'OLP de demain. La guerre de 1982 achève ce qu'avait commencé celle de 1967: elle pousse la cause palestinienne sur le seul terrain où celle-ci peut espérer aboutir un jour, le seul qui soit véritablement le sien: les territoires occupés et, à certains égards, Israël lui-même. Car ce n'est pas au Liban que l'OLP peut gagner la bataille décisive, mais en Cisjordanie et à Gaza: où la force des Palestiniens n'est pas militaire, mais politique, démographique; où Israël se trouve enfermée dans des contradictions insolubles. Les populations occupées le sentent et le savent bien dont la résistance à l'occupant a pris depuis quelque temps une tournure plus décidée que jamais.

Mais cette nouvelle lutte promet d'être longue et difficile. Elle ne pourra s'engager favorablement que si une majorité suffisamment claire et solide se dégage au sein de l'OLP qui puisse tirer la leçon politique de l'échec libanais. Dans cette perspective, la «réussite» militaire israélienne pourrait bien finir par se retourner contre leurs auteurs. D'autant plus que le dégoût que cette guerre suscite déjà auprès d'un nombre croissant d'Israéliens et de juifs de la diaspora, s'il s'amplifie, risque d'affaiblir le sionisme au dedans et au dehors. Sans doute, la fuite en avant reste possible: répression de plus en plus meurtrière dans les territoires occupés, évolution vers le fascisme du régime israélien. Si cette ligne devait l'emporter, elle créerait au Proche-Orient un climat de confrontation plus explosif que jamais. Et à cet égard l'attitude de l'Occident et des États-Unis en particulier ne laisse pas d'inquiéter: jusqu'ou laissera-t-on aller Israël?

## La réforme scolaire: la CECM exprime ses doutes

par  
Luc Larivée

Texte d'une déclaration remise à la presse par le président de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Une CECM vient de prendre connaissance du projet de réforme scolaire déposé par le ministre de l'Éducation à l'Assemblée nationale, le lundi 21 juin 1982.

Sous le titre «L'école, une école communautaire et responsable», le document propose une modification en profondeur des structures scolaires et une révision majeure du partage des responsabilités.

La CECM ne peut que se réjouir de l'attention qu'on accorde à l'école et de la volonté bien arrêtée de la placer bien en évidence au centre du système scolaire. Tous les citoyens et la plupart des agents d'éducation sont d'accord pour alléger les structures de soutien et les rendre plus sensibles aux besoins des écoles. La population souhaite à n'en pas douter que l'école se fasse plus accueillante à la communauté et qu'elle réponde en particulier devant les parents de la qualité de la formation qu'elle assure aux jeunes. Cet objectif de revalorisation de l'école rejoint la principale orientation des dernières années à la CECM.

Toutefois, même si nous n'avons pas eu le temps de procéder aux analyses nécessaires, nous entretenons des doutes quant au cadre juridique retenu pour rendre l'école autonome, soit sa transformation en

une corporation publique. La structure paraît à première vue inutilement lourde et coûteuse.

Après les efforts déployés à la CECM depuis 1965 pour favoriser la participation des parents, nous serions bien mal venus de nous attrister à l'idée de les voir jouer un rôle plus significatif dans l'orientation des écoles. Nous sommes cependant loin d'être certains qu'ils doivent et qu'ils veulent occuper toute la place, comme le projet semble laisser entendre.

Nos réticences se font plus fortes en ce qui concerne le rôle des commissions scolaires. Nous avons le sentiment que les fonctions de coordination, de pérennité et surtout celle de repérage de besoins particuliers et de mise en marche de nouveaux services ont été largement sous-estimées dans la problématique du document ministériel. L'idée de démembrer la CECM soit disant parce qu'elle atteinte «d'inflation bureaucratique» et celle encore plus saugrenue de la réduire au territoire et aux pouvoirs de 1867 nous sont tout simplement inacceptables.

La disparition projetée du suffrage universel nous apparaît une perte sèche pour la démocratie et ce n'est certes pas l'exemple des cégeps et encore moins celui des institutions des affaires sociales qui nous convaincront qu'il s'agit là d'un gain pour les citoyens.

Nous appuyons bien sûr l'idée de favoriser l'intégration des commissions scolaires primaire et secondaire mais nous préférons en ce domaine laisser la parole à ceux de nos collègues commissaires qui sont concernés par cette mesure.

Le rôle nouveau qu'on semble vouloir attribuer aux directions régionales du ministère de l'Éducation nous paraît encore plus ambigu que celui qu'elles exercent présentement. On note en passant la

pauvreté du diagnostic en ce qui concerne leur fonctionnement. On aurait pu très avantageusement solliciter les commentaires des commissions scolaires qui en sont les principaux usagers.

Quant à la mission du ministère de l'Éducation dans ce nouveau contexte, le document lui attribue assez paradoxalement des pouvoirs accrus, tout en souhaitant un assouplissement des attitudes, un esprit renouvelé de service, et des changements de style d'intervention d'une telle importance qu'on en reste pantouflé!

Notre attachement à la promotion des valeurs chrétiennes et à l'orientation des écoles dans une perspective franchement catholique est déjà bien connu de la population de Montréal. Il nous faudra, conformément au mandat reçu des citoyens, soulever de façon critique les solutions que le document ministériel met de l'avant en regard de la professionnalité.

Il en est de même de la proposition concernant la division des commissions sur une base linguistique à Montréal. Après avoir vanté la façon dont la CECM a traité le secteur anglais, le livre blanc propose ensuite de détacher ce secteur pour le rattacher à une commission scolaire anglophone. La logique de cette proposition n'apparaît pas d'emblée comme évidente.

Une dernière remarque en ce qui regarde les coûts d'une telle réforme et du fonctionnement d'un système scolaire ainsi réaménagé. En attendant de pouvoir disposer d'études de coûts, toute notre expérience administrative des 140 dernières années nous amène à croire qu'au moins sur le territoire montréalais, il en coûtera davantage pour administrer le système scolaire.

Les contribuables montréalais  
Suite à la page 12

### CONSEIL DE PRESSE DU QUÉBEC

#### REPRÉSENTANT(E) DU PUBLIC

Le Conseil de presse du Québec recherche une personne bénévole pour représenter le public à son conseil d'administration, pour un mandat de deux ans.

Le Conseil de presse est un organisme privé, sans but lucratif, dont l'objectif principal est de défendre le droit du public à l'information.

Si vous êtes intéressé(e) par les problèmes de l'information et par l'action du Conseil, vous êtes prié(e) de soumettre votre candidature au Secrétaire général du Conseil avant le 31 juillet 1982.

CONSEIL DE PRESSE DU QUÉBEC

55 1/2, rue Saint-Louis  
QUÉBEC  
(418) 692-3008

